

NOUVELLES



DE L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Volume 9, n°9 - Septembre 1961

DANS CE NUMÉRO :

EUROPÉISME ET ATLANTISME

par Girolamo Nisio

VALEURS DE BASE DE LA COMMUNAUTÉ ATLANTIQUE

par Henri Brugmans, Léo Moulin, Ernest Bieri, Hans Kohn et
Milorad Drachkovitch

NOUVELLES DE L'OTAN

SEPTEMBRE 1961



SOMMAIRE

EUROPÉISME ET ATLANTISME , par Girolamo Nisio	page I
Valeurs de base de la Communauté Atlantique	
QUELQUES CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES	
par Henri Brugmans	7
UNE CIVILISATION TECHNICIENNE , par Léo Moulin	9
LA NOTION DE CITOYEN , par Ernst Bieri	11
LES INSTITUTIONS , par Hans Kohn	13
LA SOCIÉTÉ OCCIDENTALE , par Milorad Drachkovitch	15
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD	
Visite de M. Dean Rusk au siège de l'OTAN	17
Nouveau Représentant Permanent du Danemark	17
Nouveau membre portugais du Comité Militaire	17
Des parlementaires de l'OTAN au Comité Militaire	17
Le Président du Groupe Permanent chez M. Stikker	17
Nouveau Président du Bureau de Standardisation Militaire	17
CAMP DE JEUNESSE DANS UNE ILE DE LA MÉDITERRANÉE	18
COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN	
Commandement allié en Europe	20
AGARD	20
DOCUMENTATION	
Communiqué de la Communauté Economique Européenne	21
Communiqué sur la déclaration de M. Dean Rusk au Conseil de l'Atlantique Nord	21
LIVRES	
« American Diplomacy in a New Era », présenté par Stephen D. Kertesz	22
« Political Science, a Philosophical Analysis », par Vernon Van Dyke	23
« L'Avenir de l'Alliance Atlantique », par Claude Delmas, Maurice Faure, le général Gallois et le général Carpentier	23
BIBLIOGRAPHIE	25
VOUS VOULEZ VOUS RENSEIGNER SUR L'OTAN?	27

DIVERS

Valeurs de base de la Communauté Atlantique, p. 6 ; Réunion des Parlementaires de l'OTAN à Ottawa, p. 21 ;

Réunion inaugurale de l'Association des Anciens du SHAPE, p. 28.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

EUROPEISME ET ATLANTISME

par

Girolamo Nisio

Premier secrétaire de la délégation italienne auprès de l'OTAN



M. Nisio

NOUS sommes habitués, en Europe, à considérer l'histoire mondiale sous l'angle d'une vision européenne. Les faits qui se sont vérifiés hors de l'Europe nous apparaissent comme une sorte d'appendice des faits européens, les idées qui ont germé dans les autres continents comme des filiations d'idées européennes. La configuration géographique du monde, dans nos écoles, nous représente au centre l'Europe : ce continent est le moteur de la civilisation humaine. Les autres pays l'environnent et dépendent de ses impulsions.

Cette manière de voir a créé un langage commun aux Européens, non pas dans le sens grammatical ou lexicographique, mais esthétique. En effet, parmi les Européens de langue différente on peut facilement reconnaître un cours d'idées et des manières de voir qui remontent à une même source d'évolution de la pensée.

La vision européenne de l'histoire est le produit de facteurs géographiques et culturels, aussi bien qu'économiques, juridiques, etc. C'est un fait humain né de la coexistence civile et de l'habitude de vivre dans une région déterminée de la terre. Cela est vrai, car le contraire aussi le prouve, à savoir que l'existence de visions américaines, latino-américaines, africaines et asiatiques de l'histoire des événements humains est parfaitement possible. La mappemonde accrochée aux parois des classes aux Etats-Unis porte, au centre, le continent nord-américain, et les autres pays y figurent comme autant d'appendices. Et l'on reconnaît sans difficulté, par exemple, un langage américain, correspondant au langage qu'on a appelé, ci-dessus, le langage européen. Langage qui se rapporte, dans ses images et dans le cours de la pensée, aux faits essentiels de l'histoire des Etats-Unis, à l'importance de la force dans la lutte pour la vie, à l'époque des pionniers, à la confiance dans la vertu novatrice des libertés démocratiques, etc.

La vision européenne de l'histoire présente une caractéristique étrangère à d'autres visions. Jusqu'à notre époque, la vision européenne s'accompagnait d'une prépondérance politique tellement assise dans le monde entier, qu'elle en imposait aux autres. Cette vision subsistait en somme comme

étant la plus affermie, les autres coexistant à ses côtés, de façon subordonnée. L'homme politique, l'homme cultivé des autres continents, ne contestait pas cette suprématie, et il apprenait à parler le langage européen et à se servir du mode européen dans ses jugements et ses agissements.

Inversement, les Européens avaient l'habitude d'imposer des solutions politiques sur la plus grande partie de l'échiquier mondial, en écrasant toute résistance. La civilisation européenne, depuis l'époque de sa victoire sur le monde islamique, se répandit dans l'univers avec la conviction morale d'apporter ses lumières aux autres peuples, et d'être en droit d'en recevoir de la gratitude.

La prépondérance européenne exista jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Durant les premières décennies du XIX^e siècle, le continent américain s'y déroba. Mais la doctrine de Monroe n'était que le fait d'une sécession d'Européens qui avaient réussi à maintenir leur prépondérance politique et économique sur un vaste secteur des anciens domaines européens. Partout ailleurs dans le monde, la prépondérance de l'Europe demeura. Les Européens traitèrent les Américains de sécessionnistes et les laissèrent de côté, sans jamais songer à reprendre leur prédominance en Amérique, puisqu'ils ne considérèrent jamais ce continent comme étant susceptible de produire et de défendre une nouvelle manière de voir ou une conception autre qu'européenne, capable de lui contester la primauté.

De leur côté, les Européens d'Amérique, depuis le moment où ils prirent une conscience et adoptèrent une vie « américaine », se virent délivrés d'un poids politique, celui d'imposer la suprématie européenne. Tout en se refusant de la combattre ou de la rejeter, ils ne voulurent plus s'y immiscer. La « non immixtion » dans les affaires européennes est un des éléments de la formation de l'âme américaine plutôt que de l'histoire des Etats-Unis. Aussi les Européens continuèrent-ils à régler les destinées des autres continents.

Ils restèrent en cela les maîtres incontestés, jusqu'à l'époque de la première guerre mondiale. La prépondérance de l'Europe sur le reste du monde étant acquise, les Européens, par leurs luttes intes-



Les ruines du Temple de Poseidon

(Photo UNESCO)

tines, se l'arrachèrent entre eux et se l'octroyèrent ou la perdirent. La France, l'Espagne, la Grande-Bretagne réussirent à en garder la primauté. La Russie n'y parvint jamais car, pendant les périodes de luttes de prépondérance européenne et coloniale, elle agissait en puissance européenne. Cela est si vrai, que la défaite russe, par les Japonais, au début de notre siècle, fut accueillie avec consternation par les Européens, puisqu'un peuple considéré comme « inférieur » avait battu un peuple européen.

Mais les Japonais, entrant ainsi dans la joute des luttes de prépondérance, ne se firent pas les auteurs de conceptions politiques et philosophiques en contraste avec les conceptions européennes. Bien au contraire, les Japonais prirent les Européens comme modèle et les imitèrent. Ils préférèrent s'engoncer dans des costumes européens plutôt que de s'habiller à l'orientale. Les Européens n'eurent point de difficulté à les surclasser et à les dominer dans le jeu politique et diplomatique où ils étaient passés maîtres. La prépondérance européenne demeura substantiellement intacte.

Le tournant le plus brutal de l'histoire de ces derniers lustres est celui de l'affirmation de l'idée stalinienne de réaliser le socialisme dans un seul pays, l'Etat soviétique.

Lénine, et Trotzky plus encore, étaient des Européens qui, tout en s'opposant à la foi libérale, levain de l'expansion européenne, avaient parlé le langage politique occidental. Staline était un Asiatique. Il conçut l'Etat soviétique comme un camp retranché, et il s'y barricada contre les Européens. La Russie européenne cessa d'exister, son peuple fut amené à oublier le langage européen. Les institutions de la civilisation occidentale, aussi bien politiques et juridiques qu'économiques, et jusqu'à la cellule familiale dans son acception chrétienne, furent transformées.

Lorsque, après trois décennies, ce peuple envahit l'Europe Orientale, une puissance politique et militaire prête à l'agression s'établit aux portes de l'Europe et énonça des canons de vie et de foi religieuse contraires aux canons européens.

Avec l'arrivée des Soviétiques à Berlin, se consommait la fin de la prépondérance européenne. Les deux guerres mondiales, qui furent des guerres civiles européennes, avaient anéanti la capacité de suprématie politique et militaire des Européens.

La prépondérance politique de l'Europe sur l'Asie était remplacée par un équilibre instable, « équilibre d'impuissance », entre les deux plus grandes puissances, conscientes, l'une aussi bien que l'autre, de ne pas être en mesure de battre inexorablement l'adversaire. Les Américains, qui avaient tourné le dos à l'état de confusion dans le vieux monde, ont dû revenir au secours des bastions chancelants de l'Europe. C'est là l'indice qu'en matière d'intérêts politiques, économiques et militaires, ils ne peuvent parler un langage différent de celui des Européens. C'est aussi la preuve, si besoin était, que l'Atlantisme a ses racines dans un système d'histoire commun à deux communautés placées sur les deux rivages d'un océan rapetissé qui, au point de vue spirituel, ne les avait jamais séparées.

La situation où l'Europe se trouve actuellement n'est pas tout à fait nouvelle si l'on considère la longue histoire de notre continent. Pendant la période de la prépondérance européenne, les termes « paix » et « guerre » étaient employés dans le sens européen, et reflétaient les stades de la vie sociale du continent européen. Il y avait **guerre** si l'on se battait en Europe, même si la paix régnait dans les autres continents. Vice versa, si l'on se battait en dehors de l'Europe, les Européens ne se sentaient pas menacés. Les guerres que ces derniers allumaient dans les autres continents s'appelaient des entreprises coloniales ou des expéditions. Mais dans le seul cas où des pays européens se trouvaient en état de guerre, la menace affectait les autres pays d'Europe, à cause d'un élargissement possible du conflit. Les deux guerres mondiales prouvèrent que des guerres circonscrites n'étaient plus possibles pour des pays européens, puisque les intérêts européens devenaient des intérêts mondiaux.

Il n'en avait pas toujours été ainsi. Au cours des luttes entre l'Islam et l'Europe, le continent européen resta assiégé pendant des siècles. L'ennemi campait à portée de vue sous les murs de Vienne et de Tolède, et il était prêt à l'attaque, chaque fois qu'il en jugeait l'occasion favorable. La Méditerranée était le théâtre continu de luttes entre les forces navales européennes et musulmanes. Les communications maritimes étaient précaires et onéreuses.

En ce temps-là l'Europe n'était pas à même d'imposer la paix par ses forces, et la guerre restait toujours aux aguets.

Avec les forces qu'elle n'arrivait pas à soumettre, l'Europe en vint à un compromis, se bornant à vivre dans un état d'équilibre instable, où la paix durait aussi longtemps que les deux côtés étaient persuadés de ne pas pouvoir s'asséner un coup dur. Aussitôt que l'un des deux adversaires était convaincu du contraire, la guerre recommençait. Ou bien les Etats européens, se battant entre eux, s'affaiblissaient suffisamment pour que l'ennemi jugeât le moment propice de s'en remettre au sort des armes.

Guerre contre l'Europe donc, et guerre entre Européens, tandis que le front musulman était relativement uni, puisque, dans son sein, il n'y avait pas de luttes de prépondérance entre Etats souverains.

Cette période de l'histoire européenne présente certaines ressemblances avec la situation actuelle :

a) il s'agissait alors d'une lutte religieuse, entre la foi chrétienne et l'islamisme, de même qu'aujourd'hui il y a lutte entre le libéralisme et le communisme;

b) en ce temps-là, comme aujourd'hui d'ailleurs, il n'y avait pas de prépondérance absolue d'une partie sur l'autre, et les périodes de paix coïncidaient avec celles de l'équilibre d'impuissance des adversaires.

Les ressemblances ayant été posées, considérons les différences :

a) les moyens actuels de guerre exigent qu'un des deux adversaires anéantisse l'autre. Les coups intermédiaires, qui jadis pouvaient s'additionner dans un combat, risquent aujourd'hui de ne pas être rentables pour l'agresseur;

b) il n'existe pas, pour le moment, une possibilité de guerre de prépondérance à l'intérieur du camp européen;

c) en ce temps-là, les Européens présentaient, face à l'ennemi, un front désuni, à cause de leurs luttes intestines de prépondérance, tandis

que le front des Musulmans était relativement uni. Aujourd'hui il est possible de prévoir une grave lutte de prépondérance, dans un délai pas trop éloigné, entre l'Union Soviétique et la Chine communiste.

La situation décrite plus haut changea au moment où les découvertes de l'Amérique et de la route du Cap vers les Indes permirent aux Européens de rompre le siège, et de prendre à revers les Musulmans.

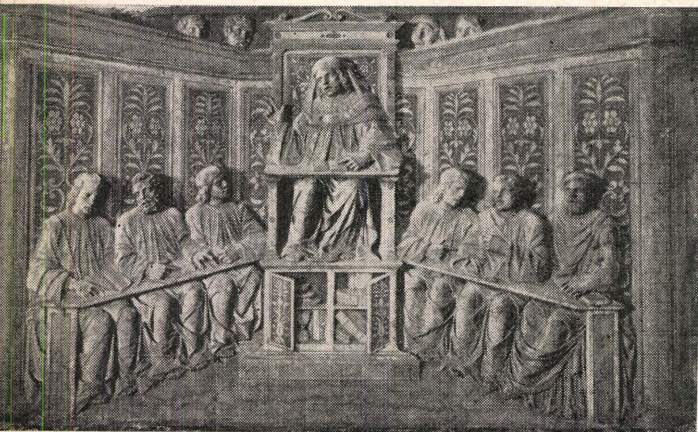
A partir de ce moment-là, la prépondérance européenne ne rencontra plus de concurrents ni d'obstacles, et s'établit d'une manière durable. Ce n'est qu'à l'intérieur de l'Europe que se poursuivirent les luttes de suprématie entre Etats. A l'encontre des intérêts « européens », que les Etats nationaux essayaient de tourner en leur faveur mais qu'ils reconnurent et partagèrent à l'égard des autres continents, les guerres qui suivirent le moment où la prépondérance européenne fut indiscutable dans le monde ne peuvent pas ne pas être considérées comme des guerres civiles, qui forcément devaient affaiblir l'Europe au point de lui enlever la possibilité d'imposer sa suprématie politique et militaire.

L'Espagne et la France parvinrent à rétablir leur prépondérance sur le continent, mais elles furent cernées et vaincues par des coalitions d'Etats européens. L'Allemagne chercha deux fois à établir une suprématie et fut à son tour battue par des coalitions d'autres Etats européens, auxquelles participèrent pour la première fois les Européens de l'autre rivage de l'Atlantique, qui, face à une suprématie allemande, partageaient les mêmes craintes que celles des Européens continentaux.

Seule l'Angleterre réussit à établir une suprématie européenne de rayonnement insulaire, orientée vers les domaines extérieurs de l'Europe, à l'exclusion de son corps continental.

Les luttes de suprématie augmentaient, au fur et à mesure, le pouvoir du vainqueur sur le vaincu, mais il ne s'agissait là que d'un phénomène purement intérieur. Vers l'extérieur, elles se traduisaient par des destructions de richesse, des temps d'arrêt pour la prospérité européenne, et elles grignotaient la base de sa suprématie. Le continent vivait sur ses rentes, de l'excédent de puissance qui, malgré les guerres intérieures, était toujours si important qu'il pouvait maintenir la suprématie de l'Europe à l'extérieur. Lorsque, les moyens de guerre ne cessant pas de s'accroître, les destructions des deux derniers conflits européens (voire mondiaux par rapport au théâtre des événements, mais d'intérêts européens quand même) furent telles qu'elles épuisèrent jusqu'aux réserves de la puissance européenne, le continent fut entièrement saigné. Ses positions dans les autres continents sautèrent, l'une après l'autre, et dans ces anciens domaines aussi bien qu'en territoire européen, s'établit un vide entre les Soviétiques et les

Cours de Droit. — S. Martino Maggiore, Bologne
(Photo Alinari-Giraudon)



Américains, les Asiatiques et les héritiers de la prépondérance européenne.

La période de l'histoire qui débuta au lendemain de la deuxième guerre mondiale est une période entièrement nouvelle pour l'Europe. Jamais ce continent n'avait été aussi affaibli et aussi incapable d'avoir des initiatives politiques et militaires.

Un parallèle peut être établi avec une autre période de l'histoire, l'époque hellénique. L'hellénisme démolit les murs des petites villes grecques qui renfermaient la pensée grecque, et déversa cette dernière, à travers l'empire macédonien, sur la plus grande partie du monde de l'époque, la transplantant sur les rivages opposés de la Méditerranée et dans le continent asiatique. L'universalité de la culture grecque devint cosmopolite à travers les centres de rayonnement d'Alexandrie et de Bergame, sous les yeux ahuris des Grecs les plus éminents, d'Aristote lui-même qui, dans son immense sérénité, tirait encore les exemples de sa prestigieuse doctrine politique des événements de la petite Athènes, lorsque la voix du crieur public pouvait encore être perçue d'un bout à l'autre de la ville.

De Marseille au Golfe Persique, se constitua un monde grec et « occidental » qui apprit à parler la langue grecque et à penser selon l'enseignement hellénique. Pour ce monde-là, la civilisation grecque devint le mode de vie. Et, dans l'évolution de l'hellénisme, l'autre mode suprême de vie — le mode moral de la religion chrétienne prêchée aux Juifs — devint le patrimoine occidental au moyen de la langue de l'Hellade lorsque Paul de Tarse, un Juif qui parlait et pensait comme un Grec, l'apprit aux Gentils.

Cet immense patrimoine spirituel et moral devint le symbole irréfutable de la civilisation occidentale face à la barbarie asiatique. Ainsi la Grèce, battue à Chéronée et réduite à l'état de protectorat macédonien, put encore inscrire à son compte une grande victoire sur les Asiatiques qui, arrivant aux portes d'Athènes et de Sparte au temps de Xerxès et de Darios, furent irrémédiablement et à jamais repoussés au-delà du Golfe Persique.

Or on peut constater que l'incendie de la dernière guerre a forgé l'idée de l'Europe. Elle n'a pas été formée en tant qu'État unitaire mais elle n'est plus niée et elle existe. Toute personne intelligente y songe. Il y a déjà une manière de parler européenne qui considère la division politique persistante comme une entrave à surmonter. Il existe désormais des institutions communes internationales qui, sur le plan juridique aussi peuvent produire des manifestations de volonté de type supranational.

Cette idée de l'Europe a franchi les frontières. Pour les pays du continent nord-américain elle est devenue un mode pour l'évaluation de leurs propres intérêts. Elle est un idéal qui réunit les

hommes des deux rivages atlantiques en vue de réaffirmer leur suprématie.

Pour avoir créé un héritage, un mode de vie; parce qu'elle veut renforcer et défendre les valeurs de la civilisation européenne; parce que malgré la disparition de la prépondérance politique, l'idée européenne, au lieu d'être étouffée, déborde par delà les frontières du continent et s'affirme comme patrimoine commun de l'ensemble de la communauté occidentale opposé à l'Asie, cette période que nous vivons peut être comparée à la période hellénique et engendrer l'espoir.

Tant que l'Europe ne sera pas établie, il existera sur son sol un vide de puissance qui sera inévitablement comblé de l'extérieur. L'histoire n'enregistre pas d'exceptions à cet égard.

En revanche, les formes selon lesquelles la situation actuelle pourra se transformer ne sont pas prévisibles.

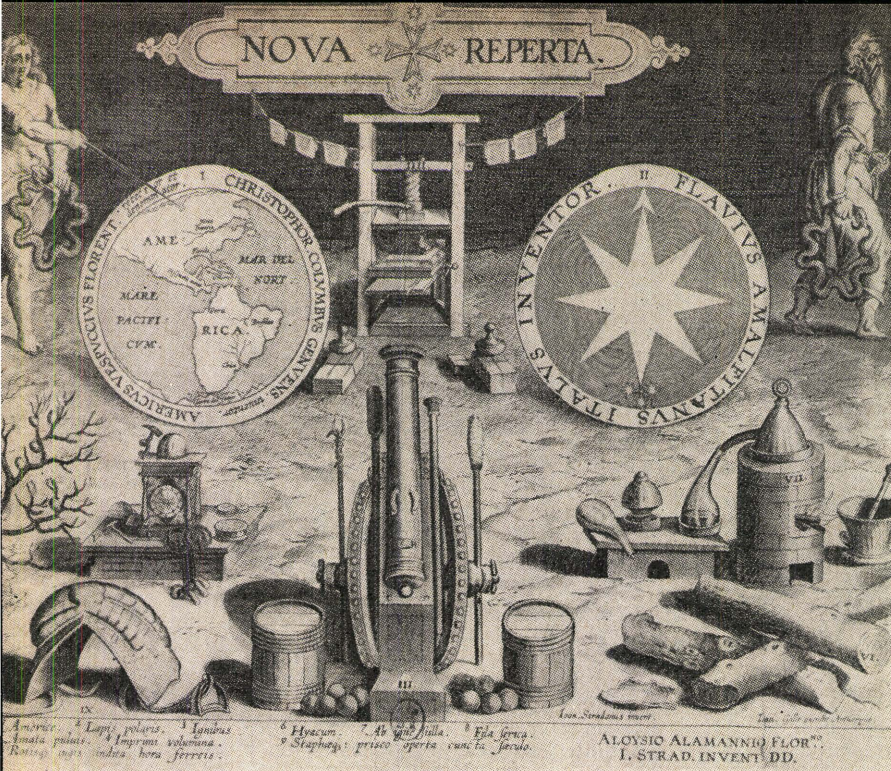
On peut tout de même formuler une considération, fondée sur une donnée réelle, et connexe à la possibilité que la transformation soit déjà en cours, sous nos yeux, par les découvertes scientifiques sur les vols cosmiques.

Les conséquences des nouvelles découvertes nous échappent actuellement dans une forte proportion, ainsi qu'il arriva aux contemporains de Vasco de Gama et de Christophe Colomb eu égard à l'importance de la révolution historique qui devait suivre la simple découverte des deux voies maritimes auparavant inexplorées et de nouvelles terres. Alors on parla de « découvertes » géographiques, en se limitant à constater un fait. Quelques décennies plus tard, les Musulmans étaient encerclés et battus sur le front de la Méditerranée et l'ensemble de l'équilibre de la puissance mondiale en fut bouleversé.

Aujourd'hui nous sommes certainement plus avertis. On parle déjà de routes cosmiques et, qui plus est, de « conquêtes » de l'espace. Mais notre imagination reste incapable de prévoir les révolutions qui pourraient se produire dans le monde connu si vraiment l'homme, ainsi qu'il le fit au XV^e siècle, réussissait à découvrir un autre rivage jusqu'à présent inconnu.

Lorsqu'un sputnik soviétique revint sur la terre avec à son bord des êtres vivants, la célébration de l'événement fit naître dans la fantaisie d'un jeune poète soviétique, parmi tant d'autres images lyriques, celle de la Russie « rivage de l'univers », qui est belle et absolument vraie.

Nous regardions jusqu'à présent les espaces célestes évanescents comme les Européens regardaient, il y a quelques siècles, vers l'Océan Atlantique, le néant inconnu. Un jour le petit déclin d'un engrenage du cerveau plaça devant les yeux de ceux qui regardaient outre-Atlantique, un rivage réel, avec ses plages, sa végétation luxuriante, ses trésors cachés.



Allégorie relative à la découverte de l'Amérique et aux nouvelles inventions, de Jean Stradan (xvi^e siècle).

L'impression des livres. Gravure de Jean Stradan.

Une grande révolution prit naissance de ce petit dé clic qui transforma le néant en rivage, en refuge pour la fantaisie de l'homme.

Songeant à la Russie « rivage de l'univers », il y a de quoi rester ahuris, comme le fut le premier homme au moment où il eut la sensation de voir devant les yeux le rivage, vraiment existant, de l'autre continent.

Qu'il s'agisse de vicissitudes personnelles ou bien de vicissitudes sociales, la préfiguration de l'avenir est plus ou moins chargée d'inquiétude, selon la physiologie du présent. L'appréhension n'est pas seulement la crainte de l'inconnu mais également une anticipation raisonnée du futur déroulement d'événements présents et connus, si leur cours la justifie.

Il est clair que nous sommes à un tournant de l'histoire car à chaque époque, d'un événement à l'autre, l'histoire est une suite de tournants offerte à notre capacité de jugement. Mais il me semble que nous attendons avec inquiétude le prochain tournant, car les découvertes de l'énergie nucléaire et des routes cosmiques pourront imprimer aux événements futurs un cours qui, sous le coup d'une appréhension insolite, risque d'être très rapide et bouleversant.

Et cela surtout pour les Européens, s'ils se contentent d'y assister, sans prendre part aux événements. Au lendemain des grandes découvertes géographiques, les Etats maritimes, avec leur richesse et leur expérience, gagnèrent la primauté sur les Etats spectateurs. Les Européens, dans un temps relativement court, surent surmonter tout obstacle et sortirent de leur continent avec assurance sans connaître de limites à leur expansion. Aujourd'hui les Européens sont dangereusement en retard dans la compétition pour la conquête de l'espace et, de ce fait, pourraient être exposés à



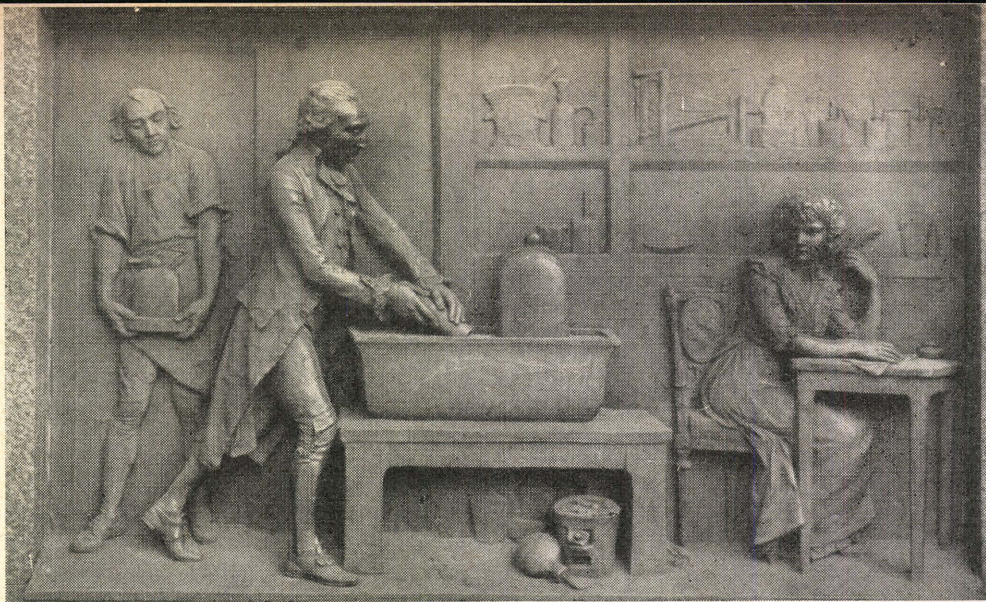
(Photos Alinari-Giraudon)

succomber définitivement devant les initiatives des autres.

Certaines raisons permettent de réduire l'appréhension avec laquelle nous tournons nos regards vers l'avenir :

a) contrairement à ce qui se passa lors des grandes découvertes géographiques, ceux qui semblent destinés à rester les spectateurs des nouvelles découvertes possèdent encore un immense patrimoine intellectuel et matériel;

b) l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins de guerre représente un changement comparable à celui de la découverte de la poudre à canon. Je dirais comparable dans tous les sens, car même lorsqu'on fabriqua les premiers canons, il y eut des rêveurs qui crurent les guerres d'ores et déjà impossibles.



La science, base du progrès. Bas-relief représentant Lavoisier dans son laboratoire.

(Photo Alinari-Giraudon)

Le fait de penser qu'il n'y aura plus de conflits armés n'est qu'optimisme irrationnel. En revanche, il est permis de prévoir des changements radicaux dans la communauté internationale à cause de l'existence des armes nouvelles. Que l'on songe par exemple que, depuis le moment où les faibles purent porter un pistolet, la force physique perdit tout avantage pour régler les rapports sociaux. Les hommes se promènèrent désarmés, un sergent de ville put disposer du plus dangereux des spadassins. Or cette transformation radicale, que la poudre à canon limita à la vie citadine, pourrait être étendue à la vie internationale par les armes nucléaires, d'une manière tout à fait imprévisible pour notre imagination;

e) pour la première fois dans l'histoire du monde l'on songe à la mise en valeur des pays sous-développés à une échelle mondiale. Ce processus devrait produire, à la longue, la richesse, et tendre à satisfaire aux besoins des hommes dans une mesure auparavant inconnue. Cela pourrait transformer profondément la situation actuelle dans le domaine de la lutte pour la prépondérance.

S'il est vrai que toute prévision n'est que produit de l'imagination, voire fantaisie, il convient peut-être de s'arrêter là, car un grand historien affirma que « l'Histoire a plus de fantaisies que les hommes ».

(Publié par accord spécial avec la Rivista di Studi Politici Internazionali de Florence.)

VALEURS DE BASE DE LA COMMUNAUTE ATLANTIQUE

« Une civilisation du dialogue », a dit M. Gabriel Marcel en parlant de la nôtre. Il est caractéristique qu'aucun dogme « atlantique » n'ait été proclamé dans de longs discours. Au lieu de cela, les discussions perpétuelles de tous les jours qui marquent la société occidentale font voir que ce qui nous semblait être une Alliance est en réalité une Communauté, avec des qualités et des défauts bien à elle. Comment cela s'est-il produit ?

Cinq écrivains de marque se sont fixés comme tâche d'expliquer les caractéristiques du monde atlantique, dans un livre intitulé « Valeurs de base de la Communauté atlantique » et publié par A.-W. Sythoff, à Leyden (Pays-Bas), pour la « Conférence sur la Communauté atlantique » sous les auspices du Collège de l'Europe à Bruges et de l'Université de Pennsylvania. Ce livre, préfacé par M. Paul van Zeeland, a 110 pages et coûte 11 florins hollandais.

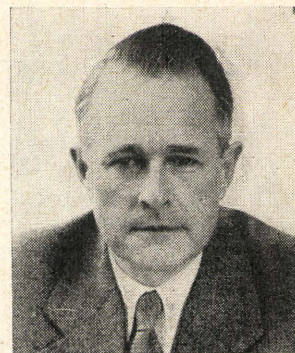
Les extraits qui suivent donnent les passages les plus importants de chaque auteur, mais il est nécessaire de lire le livre en entier pour pouvoir comprendre comment on en est arrivé à ces conclusions. Ainsi, on appréciera toute la richesse d'une civilisation qui fut témoin de la plus grande fantaisie humaine tout en vaquant à ses affaires quotidiennes, a produit des chefs illustres à chaque génération tout en menant une lutte progressive contre la puissance illimitée, a accompli de puissantes révolutions tout en progressant par évolution et a établi un système de société fondé sur le bien commun tout en réservant la première place à l'individu.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES

par

Henri Brugmans

Recteur du Collège de l'Europe.



M. Brugmans

NOTRE but est de présenter une analyse de la personnalité occidentale, telle qu'elle se présente dans le monde contemporain. Nous pensons que la meilleure contribution à la renaissance occidentale réside justement dans une rigoureuse application à nous-mêmes, de l'esprit scientifique qui nous est propre. Car si nous ne voulons minimiser en aucune manière notre dette, dans le domaine intellectuel, envers d'autres (notamment envers la civilisation arabo-iranienne) et si rien ne serait plus monstrueux que de proclamer des monopoles d'excellence ici, il n'en reste pas moins que les méthodes rationnelles et expérimentales modernes furent élaborées principalement par des Occidentaux.

A quelques-uns d'entre eux, maintenant, de procéder à une psychanalyse de leur culture. Que sommes-nous ? Pourquoi sommes-nous ainsi ? Où en sommes-nous arrivés à l'heure actuelle ? Qu'allons-nous pouvoir faire à présent ? Les différents chapitres s'efforceront d'analyser successivement les découvertes occidentales particulières, qui, à l'heure actuelle ont une valeur d'actualité spéciale.

Ainsi, nous tâcherons de procéder selon les méthodes classiques de l'examen de conscience : quelles sont nos qualités les plus marquantes et comment pourrions-nous les développer, au maximum ? — quels sont au contraire nos plus grands défauts, et comment peut-on espérer en réduire l'effet nuisible également au maximum ? Chemin faisant, nous constaterons du reste que qualités et défauts sont liés, comme l'ombre est un reflet de la lumière. Il serait d'ailleurs utopique de vouloir disséquer un organisme vivant, avec l'illusion d'éliminer tous les « mauvais côtés » en conservant tous les « bons ».

Or, dès que l'on s'efforce de voir clair dans la psychologie occidentale, une première constatation s'offre : nous sommes en présence d'un organisme mental particulièrement complexe. Ou plus exactement : d'une personnalité faite de contrastes. C'est d'ailleurs, sans doute, cette coexistence des contraires qui lui donne son exceptionnelle vitalité. La société occidentale n'est pas,

comme l'était par exemple la pharaonique, tissée sur un patron uniforme : elle est pleine de facteurs de différenciation, voire, de contradictions internes. Et les grandes époques de la culture occidentale ne furent jamais celles d'un équilibre majestueux, comparable à celui que manifeste la civilisation égyptienne antique : au contraire, toutes furent « pleines de bruits et de rumeurs », de chocs et d'explosions.

Une deuxième constatation s'impose : cet Occident mouvant, qui se trouve en conflit incessant avec lui-même et qui, par la bouche du philosophe grec, proclame que « la guerre est la mère de toute chose », aspire en même temps à l'harmonie. Paradoxe des paradoxes : ce sont même les esprits les plus inquiets et les plus révolutionnaires qui se livrent à la rédaction d'« utopies » rétrospectives, où ils dessinent l'image d'une humanité « enfin réconciliée avec elle-même », qui retrouverait les conditions du paradis primitif.

Passion du neuf.

Besoin de lutte et besoin de paix, déchirement et aspiration vers l'union, dialectique des contraires : voilà qui (pour notre plus grand bien ou pour notre plus grand mal) caractérise la culture européenne et occidentale.

Depuis toujours, les Occidentaux ont été « *rerum novarum cupidi* », avides de voir et de créer du nouveau. Dans nos librairies, le « vient de paraître » bénéficie d'un préjugé favorable, et tout président d'association s'assure un succès certain et se fera considérer comme un homme dynamique, courageux en déclarant aux membres qu'« à présent, nous allons faire du neuf, rompre avec le passé ».

Mais l'activisme n'est pas notre seule caractéristique. A côté de ce rythme fiévreux d'évolution un autre trait contrastant, appelle notre attention : un traditionnalisme solidement ancré. Si le novateur a la cote d'amour en Occident, il se rendra bien vite compte des forces de résistance conservatrices auxquelles il se heurtera, et il sera bien inspiré, pour entreprendre son œuvre de

rénovation, s'il se réclame de quelque vieille tradition, dont il se proclamera le « restaurateur ».

Ce dualisme entre continuité et renouveau étant un phénomène fondamental en Europe, il en résulte que la civilisation occidentale doit être basée sur la coexistence de forces sociales et politiques divergentes, — donc sur l'acceptation des libertés. Les uns s'orientent principalement vers « plus ultra », vers le changement plus ou moins brusque, les autres au contraire vers le maintien des traditions. Mais quelles que soient les modalités de notre vie politique, il est clair qu'il y eut toujours un « parti de l'ordre » opposé au « parti du mouvement ». Et la valeur fondamentale de nos meilleurs régimes parlementaires occidentaux consiste justement dans l'accueil fait à l'existence et à la légitimité de tous les deux termes. En revanche, une société politique qui serait incapable d'admettre la justification, à la fois, du facteur conservateur et du facteur évolutionnaire, se condamne, ou bien à l'agitation stérile et perpétuelle, ou bien à la stagnation.

En effet, l'idéal politique de « coexistence » si l'on veut bien l'appliquer sérieusement est inséparable de la liberté. Le fanatique qui croit posséder à lui seul la vérité politique, ne saurait être tolérant et, pour lui, toute « déviation » sera « trahison », abjection morale. En d'autres termes : l'idée même de coexistence, incompatible avec l'esprit totalitaire, est l'expression même de la démocratie telle que l'Occident l'inventa.

Sans doute, il est facile d'aligner les épisodes qui, dans l'histoire occidentale, montrent l'intolérance des uns, les tentatives de dictature minoritaire chez les autres. Mais ils ne sont pas le propre de notre histoire. Les autres civilisations montrent trop souvent les mêmes misères. La spécificité de l'Occident est au contraire d'avoir fini par dégager des systèmes de paix civile dont la transplantation dans d'autres milieux n'est pas facile, certes, mais qui, partout où ils purent fonctionner, ont rendu la vie publique, peut-être moins spectaculaire, mais certainement moins violente, plus terne quelquefois, mais aussi plus civilisée.

Libre concurrence entre le « parti de l'ordre » et le « parti du mouvement », entre ceux qui se réclament d'une « politique d'après la Sainte Ecriture » et les « laïques », entre les majorités et les minorités linguistiques, ethniques ou religieuses, entre les riches et les pauvres, entre les classes traditionnelles (propriétaires terriens par exemple) et les classes qui montent (bourgeoisie commerciale d'abord, prolétariat ensuite). Coexistence aussi entre les températures politiques qui diffèrent d'un groupe social à l'autre (ainsi, les paysans ont plutôt tendance à s'orienter « à droite », contrairement aux ouvriers qui se placent plutôt « à gauche »), mais qui diffèrent également entre les membres d'une même famille : entre ces générations. La coexistence démocratique part de

l'axiome qu'aucune tendance ne fera taire les autres, qu'aucune couche sociale ne transformera la société entièrement à son image, qu'il faut vivre en **société mixte**, socialement, spirituellement, politiquement.

Pratique de la tolérance.

Les Occidentaux — dans la mesure où, fidèles à leurs traditions les plus originales, ils sont tolérants — le sont pour des raisons différentes, voire contradictoires. La tolérance de Voltaire semble pauvre au chrétien. Celle du chrétien paraît compliquée à l'agnostique. Mais la pratique de la tolérance religieuse s'est établie chez nous, et se maintient aussi longtemps que l'Occident reste ce qu'il doit être.

Quant à la tolérance politique, elle ne s'arrête que devant le fanatisme des autres, puisqu'il serait absurde de permettre le massacre des tolérances, sous prétexte d'être tolérant.

L'Occident ne présente pas le seul type culturel ou politique possible. Il en est un parmi d'autres, passés, présents et futurs. Il est unique, il n'est pas l'unique. Mais son unicité englobe justement sa variété, donc sa capacité de comprendre et de renouveler.

L'essence même de notre culture nous commande l'humilité. Nous n'avons pas de panacées à vendre. Dans un monde angoissé, nous ne pouvons rassurer personne, car nous ne présentons aucune solution toute faite. La société libre que nous entendons promouvoir n'est pas celle des drapeaux claquants ou des parades incessantes. C'est une société où les mécontents peuvent parler haut — et qui n'est pas mécontent en régime de liberté ? C'est une société où la majorité attend davantage de son gouvernement et où la minorité prédit des malheurs. C'est un état de choses, sans cesse en transformation fiévreuse et lente. L'Occident ne promet pas de « lendemains qui chantent », mais un aujourd'hui tolérable. Pour lui, la vraie vie n'est pas celle de demain, après le miracle de la révolution. Elle se situe dans le **hic et nunc**, là où les hommes peinent pour réduire quelques injustices concrètes, éliminer quelques anomalies criantes, améliorer le fonctionnement de quelques institutions nouvelles. Ces hommes savent qu'ils n'accomplissent pas d'œuvre éternelle, puisque tout, dans l'histoire, reste toujours à refaire. Mais ils savent aussi que, sans leur effort, la stagnation introduirait la décadence.

Les Occidentaux qui sont à la fois de leur civilisation et de leur époque, savent que leur message est le « grand catalyseur des peuples du globe ». Sûrs et fiers de leur inspiration fondamentale, ils sont prêts à toutes les adaptations. Ennemis du dogme en politique, ils tentent de moins en moins d'imposer leurs formules. Mais, de plus en plus, ils savent que l'avenir des libertés fondamentales est avant tout entre leurs mains à eux.

UNE CIVILISATION TECHNICIENNE

par

Léo Moulin

Professeur au Collège de l'Europe



M. Moulin

LA civilisation atlantique est la seule civilisation qui soit essentiellement technicienne. Cela signifie qu'elle est la seule à avoir développé et intégré systématiquement les inventions nées de son génie, à en avoir fait sa substance selon les exigences sans cesse accrues d'un esprit clair et rigoureux.

La question qui se pose est de savoir pourquoi cette civilisation technicienne, qui est la première civilisation de l'abondance, est née dans un certain coin du monde — en Europe, et pas ailleurs, et pourquoi à un moment donné de l'histoire, et pas avant.

Il semble que la réponse soit la suivante : parce que l'Europe était essentiellement, et plus que les autres, et depuis ses origines, une terre de rationalisme. Certes il existe encore d'autres facteurs d'explication, mais celui-ci constitue sans doute le plus décisif et le premier en date.

En affirmant sa foi en un monde distinct et ordonné, créé par un Dieu lui-même défini « actus purus » et raison, le christianisme a permis non seulement qu'existent les conditions d'un épanouissement à long terme de la réflexion scientifique et rationnelle, mais encore que l'homme occidental soit pourvu des aptitudes nécessaires pour en exploiter les résultats.

Une des constantes et l'une des principales génératrices de l'Occident est le rationalisme. Il est tout à fait remarquable que la religion qui a formé et informé l'Europe, loin de constituer un obstacle absolument infranchissable, loin d'obstruer les « capillaires » infiniment ténus qui ont permis la transmission des valeurs du monde antique, ait été un agent conscient et systématique de diffusion et d'élaboration de ce mode de penser.

Rationalisme, humanisme, avec ses traits naturellement complémentaires, réalisme et intellectualisme, individualisme au départ du terreau chrétien : tels sont les principaux facteurs, en certains de leurs aspects, contradictoires, qui expliquent sans recourir au miracle le miracle occidental, conjonction unique de l'esprit scientifique et technicien avec les valeurs humaines les plus claires et les mieux définies : car je crois — et il ne serait pas difficile d'en faire la démonstration — qu'il existe,

en Europe les conditions d'un humanisme technique qui, quoi qu'on en ait, vaut bien l'humanisme des érudits.

Cette efflorescence technicienne n'a été possible que grâce à la rencontre d'un grand nombre d'éléments spirituels, s'inscrivant dans une conception chrétienne et humaniste de l'homme et de la Cité, et l'imposant tout à la fois.

Que cette civilisation atlantique, conquérante des infinis de l'espace et du temps, soit moins stable que ne le furent les grandes civilisations de l'Asie et des Amériques, qui le niera ?

Faiblesse et gloire.

Civilisation du devenir, de la remise en question et du libre-examen, née en une terre, dont Denis de Rougemont, toujours lui, dit excellemment qu'elle « n'imite aucune culture, même pas le passé de la sienne » ; bâtie sur les hypothèses mouvantes de la science, sur l'imprévu des découvertes techniques, sur les sautes d'humeur et les engouements des majorités démocratiques, sur les incertitudes du marché libre et de la libre concurrence, il est évident que la civilisation atlantique est vouée aux vacillations, aux périls, aux menaces d'écroulement. C'est là sa faiblesse et sa gloire. Il serait inutile et dangereux de vouloir la fixer de quelque façon que ce soit : son équilibre ne peut être qu'une suite de rétablissements sans cesse renouvelés. Pour elle, il n'est de repos que celui de la mort.

Pour elle, et aussi pour toutes les civilisations, pour tous les peuples qui voguent désormais dans son sillage.

Non sans mal pour eux, nous le savons, et ils devraient le savoir. On n'adopte pas impunément, on ne peut pas adopter une partie intégrante d'une civilisation, comme l'est, par exemple, une technique aussi poussée que la nôtre, sans voir s'écrouler tôt ou tard une série de structures mentales qui sont incompatibles avec ce nouveau mode de pensée.

Ce qui est exclu, c'est de faire de la recherche scientifique en profondeur sans avoir tout d'abord brisé les vestiges des confusions stériles de l'homme avec la nature, ou de la nature avec Dieu ;

c'est de vouloir créer les conditions d'un développement économique puissant et rapide, à l'instar de ce qui s'est fait au XIX^e siècle, ou d'un **Welfare State**, comme nous en voyons se développer sous nos yeux, sans s'imposer, par exemple, les disciplines de l'épargne-vertu (si éloignée des habitudes de thésaurisation ou de dépenses ostentatoires des autres civilisations) et du travail-vocation, dont parle André Philip; ou en oubliant que ces vertus impératives impliquent à leur tour, de la part de l'individu, la pratique, d'une série d'autres vertus — l'ordre, le sens de la durée temporelle, la rationalisation des besoins et du mode de vie, la ponctualité, etc. — et de la part de l'État, de la société, comme des différentes classes qui la composent, le respect d'une série de conventions morales et politiques, faute desquelles il est impossible d'espérer fonder quoique ce soit de sérieux et de solide. Or ces vertus individuelles et ces conventions sociales se trouvent rarement réunies et respectées dans les pays sous-développés. Et le fait qu'elles soient intimement liées au donné socio-culturel et à l'histoire d'une civilisation étrangère ne les rend pas plus aisément accessibles, bien au contraire. Il faut avoir le courage de le dire.

Il sera peut-être possible d'échapper, dans une certaine mesure, à une partie des maux dont s'est accompagné le développement de la société bourgeoise et capitaliste, au XIX^e siècle : les taudis, les villes tentaculaires, la misère, la prolétarisation des masses provoquées par les exigences de l'accumulation capitaliste, parce qu'il sera sans doute possible, du moins on peut l'espérer, d'emprunter directement en tout ou en partie, les techniques de l'expansion économique qui font notre force. Il n'est évidemment pas nécessaire de réinventer l'arquebuse pour en arriver au sten-gun. Mais ce dont il faut se rendre compte c'est que s'il est relativement aisé d'utiliser à 100 % (et encore) en les entretenant bien (ce qui n'est pas courant) les machines les plus délicates que crée sans cesse la civilisation atlantique, il est infiniment plus malaisé, sinon bien souvent impossible, d'en créer, à son tour, et de participer activement à la promotion des sciences et des techniques.

De même, il n'est pas facile de mettre sur pied un Civil Service britannique, un grand état-major allemand, un Institut Pasteur, une Polytechnique de Zürich, une Université de Cambridge, une Ecole des Chartes, un système démocratique suisse, une Académie française, la Scala de Milan ou les Musées d'Amsterdam. Il en est de ces institutions comme des pelouses anglaises : le principe en est simple, mais il y faut du temps, des soins et un tas de circonstances favorables qui ne sont point partout réunies.

Si les jeunes élites des peuples récemment libérés désirent, fort légitimement d'ailleurs, affermir les bases de leur autonomie politique en développant les conditions d'une autonomie scientifique,

économique et technique réelle, qu'elles en sachent au moins le prix.

Le prix de l'expansion.

Qu'elles sachent qu'il est exclu, par exemple, d'atteindre le rythme d'expansion du monde atlantique — l'U.R.S.S. en est le témoin crucifié — sans déracinement et prolétarisation de couches importantes de la paysannerie, sans un certain encasernement dans les bureaux, les ateliers et les usines, sans une soumission totale aux impératifs de la ponctualité, de la précision et de la productivité, sans un respect absolu des dures et peu poétiques exigences des universités et des laboratoires, sans une profonde standardisation de la vie sociale et des besoins de l'homme, sans une rationalisation totale des conduites, sans une certaine gregarisation des individus...

Et à tout bout de champ, l'irrationnel fait encore irruption dans la vie des peuples atlantiques... Que sera-ce quand il faudra en quelques années créer des modes de pensée rationnels dans un milieu intrinsèquement hostile ou étranger au rationalisme ? Quand il faudra les enter sur un vieux tronc, né dans une toute autre terre, sous de tous autres cieux ? Et pour chacun des facteurs constitutifs de l'Occident, se posera le même problème d'adoption et d'assimilation tourmentées.

Telle est l'option qui se présente à eux. On le voit : il s'agit bien moins d'un progrès de la matière que d'un progrès sur la matière, le seul qui permette à la justice sociale et à la pitié humaine de se frayer un chemin, ainsi que la civilisation atlantique l'a compris, depuis un siècle et plus.

Une civilisation est un tout global, ordonné, intégré, structuré, hiérarchisé. Il est donc vain de prétendre lui emprunter une partie d'elle-même — ses techniques — en lui laissant la charge et la responsabilité de son esprit et de sa morale. On ne peut pas vouloir les unes sans vouloir les autres. La civilisation technicienne est un bloc.

Il faut en prendre clairement conscience : c'est le même élan, la même poussée spirituelle qui a créé tout à la fois une société technicienne et une civilisation de l'homme; un monde de justice, relative, mais certaine et, de toute façon, de loin supérieure à tout ce qui existe dans le monde, et un monde de science; une société d'hommes libres, relativement, sans doute, mais de toute façon, infiniment plus libres qu'en Asie ou en U.R.S.S., et une société d'êtres qui s'astreignent aux dures lois du travail, de la recherche désintéressée, de la création artistique et de la solitude monacale.

Il n'y a pas l'ombre dans tout cela, d'une conception « matérialiste », au sens où nous le reprochent tant de peuples moins fortunés. Mais bien l'incarnation d'un humanisme actif et réel, qui ne pouvait naître et se développer que dans les frontières du monde atlantique.

LA NOTION DE CITOYEN

par

Ernst Bieri

Rédacteur politique du Neue Zürcher Zeitung



M. Bieri

ON reproche souvent à l'Occident son manque de cohésion. Cette accusation repose sur une double erreur. Premièrement on oublie que **l'ouverture et la tolérance représentent elles-mêmes des valeurs morales et spirituelles sérieuses**, pour l'obtention desquelles il fallut chaudement lutter. Cette volonté de vivre ensemble, malgré les opinions disparates et souvent contraires, cette volonté de les faire valoir les unes et les autres dans le même État et dans la même société, est infiniment supérieure à l'uniformité, et, bien entendu, supérieure à la contrainte nécessaire pour obtenir cette uniformité. La reconnaissance de la relativité des opinions et des points de vue humains, n'a pas moins de valeur que l'insertion obligatoire de ces opinions dans un système d'absolus ; au contraire, elle est supérieure puisqu'elle exige de la part de l'individu davantage de responsabilité morale et qu'elle crée pour la communauté une sûreté qui se montre meilleure à longue échéance : le consentement spontané de ses membres.

Deuxièmement, cette accusation s'abandonne à une fausse supposition, qui voit dans une société ouverte une simple addition d'opinions individuelles fortuites, un conglomerat confus de conceptions sans rapport les unes avec les autres.

La civilisation atlantique se montre très peu appropriée à exporter des produits de son développement unifiés et uniques ; elle doit plutôt exporter son pluralisme et les règles de formation des opinions qui sont attachées à ce pluralisme. Son secret est la reconnaissance de **la multiple polarité de la vie**, qui se trouve en contradiction avec toute ordination à un système immobile.

Cette forme d'organisation de vie humaine en commun demande plus que des bonnes institutions ; elle demande **des hommes** qui soient prêts à renoncer à la réussite inconditionnée de leur point de vue, qui s'en tiennent **aux règles du jeu** et qui, dans un commun respect de ces règles — qui sur le plan politique forment la constitution — reconnaissent eux-mêmes le bien inestimable auquel ils sont en état de sacrifier « les vérités absolues ».

L'auto-limitation est la condition d'une société ouverte, **la vertu** selon Montesquieu, le fondement de la république.

Individu et communauté.

Dans la construction et l'interprétation des systèmes de gouvernement en Occident, l'observateur s'arrête longtemps aux formes de la communauté qui, selon la bonne tradition démocratique, doivent se conformer aux désirs des hommes. Le premier désir est la liberté ; le souci principal, dont découle normalement l'abolition de l'arbitraire, est la limitation du pouvoir.

Il faut d'abord remarquer que dans la confrontation de l'individu, libre de nature, et de l'organisation collective, on fait moins attention au premier membre qu'au second. On consacre à l'État, à la société et aux associations, de justes recherches critiques, tandis que l'on pose le premier élément, l'individu, comme une quantité définie. C'est-à-dire que l'on pense toujours à **un type idéal d'individu**, caractérisé par ce désir illimité de liberté, conscient de lui-même, dominant ses propres instincts par la raison et capable normalement de vivre en communauté. L'hypothèse que l'homme soit un être ayant des qualités et des intentions constantes — et bonnes en prédominance — ayant en particulier un amour durable pour la liberté, était inévitable et même juste en gros, dans la phase de création des États occidentaux modernes. L'expérience nous a appris cependant que **l'homme aussi était changeant**, qu'il pouvait être dominé par ses passions et non pas toujours par la raison et, dans des cas extrêmes, qu'il pouvait préférer les chaînes du joug politique à la liberté. Ceci, bien entendu, quand un tentateur sait transformer ces chaînes en chaînes brillantes par un truchement dont l'homme n'est pas conscient. On a sous-estimé la faiblesse et l'inconstance de l'homme et on a surestimé sa force morale. Le plus beau « Bill of Rights » devient sans objet si l'homme ne veut plus être libre du tout. La société libre et l'État démocratique peuvent être détruits — nous l'apprenons par l'histoire moderne — non seulement par en haut, mais aussi par en bas.

La civilisation atlantique procède donc sans aucun doute de l'acceptation tacite que la majorité des peuples revendiquent réellement des droits innés. C'est seulement de cette façon que l'on peut expliquer et justifier les efforts faits pour affirmer et assurer les libertés, pour mettre le pouvoir sous contrôle et établir un juste équilibre dans les rapports entre les individus et entre les individus et l'État. Ce qui est présupposé c'est **l'homme comme produit de l'éducation et non pas l'homme comme matière brute**, c'est l'individu élevé au-dessus de l'existence purement biologique, l'homme non pas comme partie de la nature, mais comme partie d'un monde spirituel. C'est seulement sur cette présupposition d'un homme évolué, qu'il est possible d'opérer l'abstraction de l'individu et de lui accorder certains droits vis-à-vis des structures collectives.

Ce qui est exigé ce n'est pas l'homme naturel, mais **la personne morale** engagée dans une forme quelconque de communauté — que ce soit la famille, la libre association, les organisations professionnelles ou même l'État.

Le but est de **situer la contrainte personnelle dans l'individu et de placer la liberté dans la communauté**. C'est pour cette raison que nous pouvons appeler la démocratie la plus exigeante et la plus difficile de toutes les formes d'État. Car elle est plus qu'une simple technique pour déterminer la majorité, elle est un système de gouvernement supposant la responsabilité personnelle de tous les citoyens. La société ouverte est aussi une société qui demande la coopération et la participation, avec responsabilité, de tous les membres, que ce soit individuellement ou en associations. Ainsi le plus grand danger pour la liberté politique n'est pas une constitution imparfaite ou une législation défectueuse, mais l'indifférence du citoyen. La notion de citoyen signifie donc : **orientation volontaire de la personnalité morale à la communauté**.

L'équilibre de la réalité non écrite.

Sans contestation possible, la liberté est la condition indispensable, la plus importante, du développement de la personnalité morale. La contrainte ne peut produire aucune responsabilité. Mais la liberté suffit-elle ? Wilhelm von Humboldt demandait comme seconde condition **une variété de situations** qu'il considérait justement comme le bien le plus haut de la société. En fait la charpente de la liberté doit être complète pour pouvoir construire la maison de la civilisation et de la culture. La société pluraliste est nécessaire non seulement dans le but d'éliminer les abus de pouvoir et l'arbitraire, mais elle fournit en plus aux hommes, la chance de pouvoir employer réellement leur liberté et de se développer eux-mêmes.

Une société libre est possible aussi long-

temps qu'au-dessus des règles fondamentales se trouve le libre consentement. La volonté générale ne doit cependant en aucun cas englober toute la vie; le totalitarisme deviendrait alors inévitable. La société libre se caractérise donc par le fait que **l'opposition entre la volonté particulière et la volonté générale non seulement est permise, mais souhaitée**, ce qui contredit absolument le monolithisme.

Les mœurs et les lois ne doivent pas être liées par le principe d'identité, mais par celui de la complémentarité et de la compensation. Les lois, dans une société ouverte, n'ont pas du tout pour mission de réglementer la vie dans sa totalité et encore moins de la représenter. Elles sont seulement la charpente qui tient le tout sans pour cela donner à ce tout une direction déterminée. L'action des lois est très fortement soumise à des facteurs qui ne sont pas du tout d'ordre juridique. C'est pour cela que les quelques emprunts que la constitution stalinienne de l'U.R.S.S. a faits au « Bill of Rights » n'affectent en rien le caractère totalitaire du régime soviétique, parce que les conditions non-juridiques de réalisation en sont absentes. Les facteurs non-constitutionnels sont la conduite pratique des organes de l'État, des associations et des individus.

La compréhension des rapports existants entre les lois, le droit positif et la réalité non-écrite est justement fondamentale pour une société basée sur la règle de droit. Elle nous apprend que la plus sage construction légale, même artificielle, sur la situation réelle des individus et des communautés, n'exprime pas tout, voire très peu. Là où le sujet de l'État ne veut plus être un citoyen, où l'homme ne veut plus être une personne morale, la meilleure des lois a perdu tout son effet. **La constitution et les lois nécessitent la réalité de la communauté et la responsabilité personnelle**.

Dans le concept de « citoyen » apparaît le vrai caractère d'une société libre et ouverte : le jeu réciproque de l'individu, de la société et de l'État, de la liberté et du pouvoir, le jeu des institutions et de la réalité non écrite. Les antinomies ne sont pas solubles et elles ne doivent pas l'être, car le prix qu'il faudrait payer pour la simplification et la purification logique serait le monolithisme et le totalitarisme. Dans le monde atlantique on a osé s'affirmer dans la pluralité de la vie. On a trouvé des institutions qui assurent la liberté, sans que pour cela la société soit rendue esclave. Ses antinomies multiples ont conduit à des réalisations, multiples elles aussi; mais malgré tout le but est resté le même. L'homme dans son unicité n'est pas l'instrument ou l'objet de l'évolution politique, spirituelle ou sociale, il en est aussi le créateur; sa revendication légitime à la liberté et au bien-être ne peut être réalisée que par la masse, alors qu'il est prêt à apporter sa collaboration par son travail et sa responsabilité.

LES INSTITUTIONS

par

Hans Kohn

*Professeur d'Histoire moderne à City Collège
New York*



M. Kohn

LA civilisation occidentale a montré un aspect de sa vigueur en développant des méthodes et des institutions pour la sauvegarde de la liberté individuelle et de la dignité humaine. Ce développement fut lent et graduel.

Ces principes trouvent leur incarnation tangible dans les institutions acceptées par les peuples comme le ciment qui maintient cohérente toute la société.

Les institutions de la civilisation occidentale sont destinées à protéger le droit et les libertés de l'individu et des associations et corporations, autant contre les abus du pouvoir gouvernemental que contre ceux des grandes forces nouvellement apparues, ententes et groupes de pression, dont les intérêts règlent le travail ou l'opinion.

Toute la vie politique est basée sur la tension entre la puissance et la morale. La puissance et le succès sont nécessaires pour assurer la survie et la croissance de la communauté. Un absolutisme de la morale entraînerait la destruction de la vie politique. Mais ce serait une grave erreur de nier l'importance de la morale en politique. La puissance est nécessaire, mais la civilisation occidentale rejette toute idéalisation de la puissance. Elle sait que la puissance tend à la corruption, que la soif de succès tend à ignorer les droits et le bonheur des individus ou des groupes. La civilisation occidentale moderne se méfie de la puissance. Elle limite son action et la soumet au contrôle critique d'une large opinion publique et de ses moyens d'expression libre. Les trois plus importantes institutions pour atteindre ce but sont la loi, la division du pouvoir et la liberté d'expression. Sans elles la civilisation occidentale ne peut exister.

La civilisation occidentale moderne place la justice en dehors et au-dessus de la sphère politique civile ou religieuse (idéologique). Elle établit l'égalité du droit sans aucune considération de classe ou de caste, de race ou de croyance, de parti ou de doctrine. Elle remédie progressivement, non seulement à l'inéquité et à l'inefficacité du droit de l'époque pré-moderne, mais aussi à toute discrimination et injustice dans l'imposition fiscale.

L'indépendance du pouvoir judiciaire dans la société occidentale trouve son corollaire dans le principe du gouvernement par la loi, ou le droit pour le citoyen d'être protégé de l'intervention du gouvernement ou de l'administration par des règles judiciaires équitables.

La règle de droit est une protection historique qui, toutefois, doit être interprétée à nouveau dans des termes qui correspondent aux conditions modernes d'une société hautement industrialisée. De nouvelles protections doivent être trouvées non seulement contre les abus de pouvoir de l'administration publique, mais aussi des grandes concentrations économiques et des groupes de pression qui étaient inconnus au XVIII^e siècle. Ainsi la question de contrôle et de la responsabilité peut changer jusqu'à un certain degré avec les développements du XX^e siècle, mais elle devient même plus pressante qu'auparavant. La protection de la liberté et des droits individuels contre leur violation par le pouvoir public ou par tout autre pouvoir, est l'une des tâches fondamentales de la civilisation occidentale moderne.

Vertus du pluralisme.

La limitation du pouvoir nécessite des sources pluralistes du pouvoir. Cette division ne veut pas seulement établir le contrôle du pouvoir exécutif par un parlement représentatif librement élu, et qui s'exprime librement, mais aussi une limitation du pouvoir parlementaire par l'existence de deux ou de plusieurs partis qui sont en compétitions. Un parlement divisé intérieurement par cette pluralité de partis, qui de ce fait assure toujours la formation de gouvernements alternatifs, trouvera en lui-même la force de résister à l'oppression, non seulement des pouvoirs exécutifs, mais aussi des majorités. Les gouvernements modernes qui rejettent la liberté établie par la civilisation occidentale moderne, préfèrent le parlement à parti unique, et l'Etat à parti unique.

L'origine récente des institutions qui gouvernent la vie politique et intellectuelle de la Communauté Nord-Atlantique, explique en partie leurs

difficultés et leur fragilité; mais elles sont aussi difficiles en elles-mêmes et demandent de l'habileté et de la discipline pour être maintenues. Ainsi, après la Révolution, la liberté d'expression fut fréquemment menacée en France, et fut abolie pour de longues périodes, au cours du siècle, en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal. En Russie elle n'a jamais été complètement atteinte. Bien qu'une constitution ait été « accordée » en 1905, elle fut, pour la plupart du temps de sa courte vie, limitée par la loi d'urgence et la violation officielle de la lettre et de l'esprit des lois fondamentales. Ce fut seulement pendant sept mois, de mars à novembre 1917, que la liberté, dans le sens complet de la civilisation occidentale, régna en Russie, et ce fut une période de chaos et de guerre. Ce fut une époque trop courte et trop troublée pour lui permettre de prendre racine.

Le fonctionnement rigoureux d'une opposition, basée sur la liberté d'expression et l'impartialité politique vis-à-vis de la loi et des cours de justice, est une nécessité préalable et fondamentale de la civilisation occidentale moderne. L'Ouest accepte l'opposition non seulement comme une nécessité mais comme une part positive et constructive du gouvernement lui-même, comme le moyen de combattre les inévitables défauts de tout gouvernement, ses abus de pouvoir possibles, et d'assurer la caution nécessaire contre toutes les formes de droits acquis. L'opposition ne fournit pas seulement la critique essentielle pour une politique saine et souple. Elle maintient aussi la diversité des opinions, sur laquelle se base la règle de la tolérance, et une société pluraliste fondée sur la collaboration d'hommes égaux.

Inclination à l'autocritique.

Dans la civilisation occidentale moderne existe l'égalité de tous devant la loi. Les hommes de toutes les classes et de toutes les castes, de toutes les races et de toutes les croyances sont traités, au moins en théorie, et en pratique aussi dans les sociétés les plus évoluées de l'Ouest, avec un même respect de leurs droits d'homme et de citoyen. C'est la tâche de la démocratie de trouver des méthodes toujours plus raffinées pour faire du gouvernement un organisme représentatif de tous les groupes de la population, et responsable devant eux.

A la limitation et la séparation des pouvoirs dans la civilisation occidentale, se lie le fait que l'unanimité est très rarement atteinte et qu'en général le désaccord prédomine. Cette tendance est encore encouragée par la propension toujours présente à l'autocritique. La vie de l'Ouest moderne est caractérisée par une méfiance vigilante pour ses propres réalisations, par la reconnaissance de leurs défauts inhérents. Une telle inclination à l'autocritique peut parfois aller trop loin, mais elle

représente une sauvegarde, d'une part contre la satisfaction et la stagnation, l'orthodoxie et le dogmatisme, et d'autre part contre l'utopisme et le perfectionisme trop dangereux. Être autocritique signifie, d'une part être conscient du fait qu'aucune société humaine ne peut atteindre la perfection, et d'autre part être en même temps attentif à la possibilité et à la nécessité d'une constante amélioration.

Tout au long de l'histoire, partout, des peuples ont soumis, opprimé ou exterminé d'autres peuples. Les Européens l'ont fait, en Europe aussi bien que dans d'autres continents, comme l'ont fait les Asiatiques et les Africains. Ce n'est que récemment que la civilisation occidentale a proclamé l'émancipation et l'égalité de tous les peuples, et dans ces dernières décades, des peuples dépendant de la tutelle de l'Europe ou de l'Amérique, ont été émancipés d'une façon que personne n'aurait pensé possible il y a un demi-siècle. L'impérialisme et le colonialisme ne sont pas des inventions de l'Occident : ils sont communs à toutes les races et à tous les temps. Seulement la civilisation Occidentale moderne les ont déclarés inacceptables.

Cependant cette civilisation moderne n'a pas été occidentale, dans le sens exclusif du terme, dès le début. Le mot Occidental signifie seulement que cette civilisation, ses méthodes et ses institutions, sont nées en Occident, dans l'Europe du nord-ouest et l'Amérique du Nord.

Hitler et Staline furent, du moins aussi longtemps qu'ils furent au pouvoir, considérés par leur peuple et leurs fidèles, comme des incarnations de la perfection. La civilisation occidentale ne connaît pas de perfection. Elle connaît seulement son but, dont elle approche avec un grand effort, et vers lequel elle a fait des progrès auxquels personne n'aurait pu croire, il y a deux cents ans. Elle est fondamentalement opposée à la loi d'un homme sur un autre, d'une classe sur une autre, d'un peuple sur un autre, d'une religion sur une autre, quelle que soit la classe, le peuple ou la religion. Elle condamne toute forme d'exclusivisme, et plus vigoureusement celui que pratiquent les peuples ou les gouvernements qui prétendent partager ces principes fondamentaux. Ses institutions, comme nous l'avons montré, sont d'origine récente. Ce n'est qu'au XX^e siècle qu'elles ont commencé à être appliquées par des peuples non occidentaux, et à exercer là leur influence libératrice. Dans l'optique de la civilisation occidentale, plus une société est évoluée, plus elle devient capable d'harmoniser différents groupes ethniques et convictions religieuses, classes sociales et traditions culturelles, sur la base de l'égalité, du respect, de la diversité et de la dignité individuelle. Dans ce sens, les Nations-Unies sont, dans leurs principes fondamentaux et dans leurs méthodes et institutions, l'élargissement de la civilisation occidentale dans le domaine des relations internationales.

LA SOCIÉTÉ OCCIDENTALE

par

Milorad Drachkovitch

*Professeur externe aux Universités de Stanford
et de Berkeley, U.S.A.*



M. Drachkovitch

C'EST l'esprit scientifique qui caractérise la révolution occidentale, comme l'ont écrit J. Fourastié et A. Laleuf, dans « Révolution à l'Ouest ». C'est en effet grâce à l'esprit scientifique de l'homme occidental que se déclenche le mouvement de cause à effet : l'esprit scientifique engendre le progrès technique; ce dernier rend possible le progrès économique qui à son tour ouvre la voie au progrès social. Pour que ce cycle devienne efficace, il fallait en effet que l'expansion des techniques productives s'harmonise avec les structures des appareils de production. Selon le principe classique du système capitaliste du XIX^e siècle, l'ouvrier était rétribué selon les exigences de la fameuse « loi d'airain du salaire », c'est-à-dire au niveau le plus bas compatible avec le minimum vital. Il n'était pas considéré comme un client éventuel ou possible de son patron et le problème angoissant était donc d'écouler une quantité croissante de richesses. Dans cet état de choses un impératif de bon sens a dicté à Henri Ford, au début de ce siècle, la volonté de modifier profondément cette situation. Il eut conscience que « l'expansion continue des forces productrices n'était possible que par une expansion corrélative de la capacité de consommation, du pouvoir d'achat, du niveau de vie », ainsi que le dit Thierry Maulnier. De ce jour, quand l'ouvrier de Ford devient son client grâce à une politique de hauts salaires, la route était relativement courte qui mène aux théories et aux réalités de l'économie de plein emploi, du financement de la consommation, et finalement au fameux « salaire annuel garanti » américain, dont l'essence est de faire de tout ouvrier, fût-il chômeur, un consommateur à part entière.

Ainsi l'expansion des techniques productives, que l'utilisation de sources d'énergies illimitées et l'introduction de l'automatisation dans la pratique industrielle rendront encore plus efficaces, ouvre une ère entièrement nouvelle, où les notions classiques du capitalisme et la critique marxiste conventionnelle deviennent sans objet : « Le grand problème est désormais non de rétribuer le travailleur pour qu'il travaille, mais de rétribuer le consommateur pour qu'il consomme. »

Pendant un siècle et demi, le monde occidental a su résoudre les problèmes redoutables qui se posaient à lui, avant tout parce qu'il ne s'était jamais résigné au prétendu déterminisme des choses. Chaque fois, il a su trouver la voie moyenne entre la soumission aux impératifs de la matière morte, et l'irresponsabilité d'un activisme abstrait, sans relations avec les conditions objectives de l'époque. Conscient de la nécessité d'éviter ces attitudes stériles, l'homme occidentale a été capable d'innover sans se déraciner, car comme le dit le grand historien hollandais Pieter Geyl : « L'homme est à la fois libre et enchaîné. **Libre**, parce qu'il doit toujours avancer; les vieilles formes tombent tout le temps en décadence; l'homme doit, et il peut, utiliser sa volonté et choisir. **Enchaîné**, car il ne peut pas utiliser sa volonté au hasard, ni choisir suivant les commandements de son astuce constructive ou de son imagination. Nous nous libérons sans cesse de notre passé, mais en même temps ce passé nous garde sous son influence. »

Pas de « Brave New World ».

A la condition de résoudre positivement le défi politique et idéologique qui lui est lancé et de préserver le cadre institutionnel de la « société ouverte », les Occidentaux n'ont pas à redouter l'avènement, prétendument fatal, du « Brave New World ». Le dynamisme de leur vie économique, qu'il soit pris pays par pays ou globalement, est tel qu'ils n'ont plus à redouter les crises catastrophiques. Sur le plan intérieur, les expériences d'autrefois et les remèdes nouveaux agissent efficacement contre toute répétition des événements de 1929. Sur le plan extérieur la lutte contre « la faim du monde » présente des perspectives exaltantes. Les progrès scientifiques et technologiques offrent, ici aussi, des armes renouvelées et chaque jour plus efficaces, pour relever le défi démographique.

Dans le même sens qu'autrefois, le progrès social découle du dynamisme économique, mais de nos jours l'accent devra être mis davantage sur le « supplément d'âme » bergsonien, sur l'éduca-

tion civique et sur l'emploi qualitatif des loisirs prolongés. Il n'y a, de même, aucune raison de ne pas trouver un juste équilibre entre la nécessité absolue où l'Etat se trouve d'intervenir dans certains domaines et la nécessité de préserver la liberté du citoyen sans laquelle la civilisation atlantique serait vidée de toute signification.

Dans ce gigantesque laboratoire qu'est le monde actuel et qu'un remarquable écrivain américain P. D. Drucker, appelle « the post-modern world », l'Occident occupe une place à part, non pas parce qu'il a réussi à instaurer un ordre social parfait (ou presque parfait), mais parce qu'il a résolu un certain nombre de problèmes brûlants d'une façon particulière.

A coup de convulsions.

L'évolution sociale de l'Europe ne s'est pas poursuivie sous la forme d'une entente bienveillante et simultanée entre des partenaires antagonistes. Au contraire, elle a procédé soit à coup de convulsions sociales (ou au moins de gestes spectaculaires), soit par un lent et souvent imperceptible travail de réforme, dans les Parlements et en dehors d'eux. Si nous laissons de côté l'influence des facteurs extérieurs et impersonnels — tels la révolution industrielle ou les effets sociaux de la guerre — qui ont imposé des modifications impératives, les mutations sociales se sont accomplies principalement de deux façons. Tout d'abord les forces « du mouvement » ont imposé certaines réformes minimales des programmes révolutionnaires, concédées involontairement par les tenants de « l'ordre établi ». Bientôt universellement admis, ces faits ont été absorbés par la société, comme partie intégrante. En ce sens, les exigences révolutionnaires intégrales ne sont jamais parvenues à détruire l'état de choses établi. Parallèlement, les « ultras » réactionnaires même après s'être emparés du pouvoir, n'ont jamais été capables de retourner à « l'ancien régime ». Les réalités occidentales ont toujours déçu aussi bien les révolutionnaires que les réactionnaires. Ceci ne signifie pas que l'évolution réelle a suivi une très raisonnable voie médiane, mais que le résultat final des situations explosives a toujours été différent de ce que les prophètes, les fanatiques et les impatientes en attendaient. Mais l'évolution sociale de l'Occident a également été caractérisée par un autre processus d'évolution : celui des réformes paisibles et graduelles, avec ou sans repercussions immédiates profondes.

Le résultat final fut de canaliser les forces révolutionnaires, de relever leur défi destructeur et de permettre la poursuite ininterrompue du travail civilisateur à l'intérieur de la société occidentale. Cette sorte de dialectique bien peu orthodoxe sera mieux mise en relief dans ces quelques points :

1° Les structures sociales occidentales ont été profondément transformées depuis un dernier siècle et demi, et plus encore, au cours des dernières cinquante années. Cela signifie qu'il s'agit d'une société vivante, dynamique et non point condamnée à la sclérose par une sorte de pétrification sociale.

2° Parallèlement à cette évolution, le système capitaliste n'a pas été révolutionnairement détruit, mais s'est si radicalement modifié que c'est aujourd'hui un jeu académique bien savant, mais vain et stérile, que de disputer si oui ou non on doit encore appeler « capitaliste », le système qui existe dans les États atlantiques les plus développés.

3° Quel que soit l'avis que l'on peut avoir à ce sujet, un fait s'impose de toute évidence : c'est que le résultat de tous ces changements est un monde qui est devenu socialement plus juste, sans rien perdre de son dynamisme, bien au contraire.

4° Le monde occidental n'a pas vu diminuer le nombre des problèmes à résoudre. Au contraire, ils sont plus nombreux, plus pressants et plus redoutables encore. Mais ces problèmes sont d'un autre ordre et la notion surannée de révolution sociale violente ne peut y apporter aucune solution.

5° Il reste cependant — et c'est là le fait unique et essentiel qui caractérise notre monde atlantique — que ces transformations profondes se sont accomplies dans un régime de liberté politique croissante. L'exercice de la démocratie politique a rendu possible le réformisme social, dont le champ d'application, toujours plus vaste, a des conséquences toujours plus profondes et plus généralisées.

6° La société occidentale a pu évoluer comme elle l'a fait parce qu'elle a été une société ouverte et composite. Elle n'a jamais été une société moralement neutre ni politiquement anémique. Au contraire, elle a toujours été un monde en conflit, qui doit à la qualité de ses élites politiques, à des élites souvent puisées dans les frais réservoirs des masses populaires, de n'avoir pas sombré dans l'anarchie et dans la dictature. Le progrès technique est moralement neutre, c'est donc du personnalisme et du volontarisme de ses citoyens qu'ont dépendu et que dépendront l'orientation et le contenu de la civilisation occidentale. Ces deux qualités sont plus que jamais nécessaires en cette époque fatidique, terrifiante et excitante, placée entre Aujourd'hui et Demain. Il appartient au monde atlantique de prendre les décisions qui mèneront à sa propre décadence ou bien à l'épanouissement d'une nouvelle société libre dans le monde entier.

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Visite de M. Dean Rusk au siège de l'OTAN

A la suite de la réunion des Ministres des Affaires Étrangères de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, du Royaume-Uni et des États-Unis du 5 au 7 août à Paris, M. Dean Rusk, Secrétaire d'État américain, donna un compte rendu des discussions au Conseil de l'Atlantique Nord. Ce fut après cette séance que les représentants permanents des quinze pays membres décidèrent à l'unanimité de publier un communiqué sur le problème de Berlin, dont le texte figure à la page 21.

Nouveau Représentant Permanent du Danemark

M. Erik Schram-Nielsen a été nommé Représentant Permanent du Danemark auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, en remplacement de M. M.A. Wassard, et prendra possession de son poste le 1^{er} octobre. M. Schram-Nielsen est né en 1911. Étant entré au Ministère des Affaires Étrangères danois en 1936, il fit des études dans le Proche-Orient entre 1937 et 1938 avant de recevoir le titre de docteur en droit islamique à l'Université de Copenhague en 1945. Il a été conseiller d'ambassade à Paris, Londres et Stockholm, puis Sous-Secrétaire d'État adjoint aux Affaires Étrangères.

Nouveau membre portugais du Comité Militaire

Le général Manuel Gomes de Araujo, récemment nommé Chef d'État-Major Général des Forces Armées portugaises, est devenu par conséquent membre portugais du Comité Militaire à l'échelon des Chefs d'État-Major.

Des parlementaires de l'OTAN au Comité Militaire

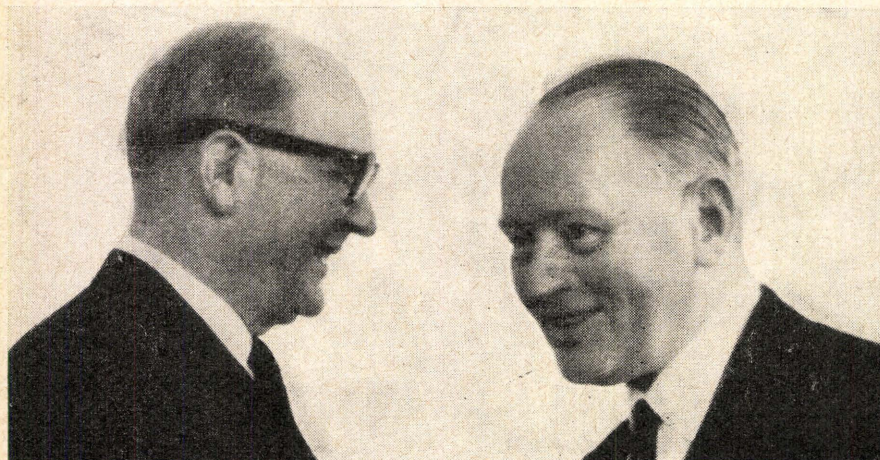
Vingt-six parlementaires de l'OTAN ont visité le Comité Militaire en session permanente le 20 juillet et furent accueillis par le général Clark L. Raffner, Président en fonction et Représentant militaire des États-Unis. Ce dernier fit un exposé sur l'organisation militaire de l'OTAN et répondit aux questions posées par ses invités.

Le Président du Groupe Permanent chez M. Stikker

Le général Sir George Mills, Président du Groupe Permanent, a rendu visite à M. Stikker, Secrétaire Général de l'OTAN, lors de son passage à Paris le 25 juillet. Il se rendait à la XI^e Assemblée Générale de l'AGARD à Oslo, où il prit la parole au nom du Groupe Permanent.

Nouveau Président du Bureau de Standardisation Militaire

Le général M. Poncelet, de l'Armée belge, a succédé au général Bernatchez, de l'Armée canadienne, comme Président du Bureau de Standardisation Militaire. Cet organisme, qui dépend du Groupe Permanent, fut créé à Londres en 1951 et se compose de représentants alliés des trois armes. Par son intermédiaire, plus de 400 accords de standardisation ont été réalisés, surtout dans le domaine de l'organisation et des méthodes. Le Bureau travaille en collaboration étroite avec les commandements alliés, les agences spécialisées et l'U.E.O.



M. Dean Rusk avec M. Dirk Stikker

(Photo OTAN par Eddy van der Veen)



M. Schram-Nielsen

(Photo - Elfelt, Copenhague)



Toutes les heures, de petits bateaux à vapeur quittent trois points sur la Côte d'Azur (Hyères, Le Lavandou et Toulon) pour se rendre à Port-Cros. En haut à droite, Fort l'Estissac qui fut un repaire de pirates au XVII^e siècle et où eut lieu le Camp de Jeunesse « atlantique ».



CAMP DE JEUNESSE DANS UNE ILE DE LA MÉDITERRANÉE

Cinquante étudiants en provenance de dix pays de l'OTAN viennent de passer une quinzaine de jours dans l'île de Port-Cros, au large de la Côte d'Azur, afin d'examiner les problèmes auxquels l'Alliance Atlantique doit faire face. C'est la première fois qu'une réunion de ce genre ait eu lieu et l'initiative en revient à l'Association Française pour la Communauté Atlantique. D'éminents conférenciers furent chargés de présenter les différents aspects de l'OTAN. Ainsi, le général Valluy,

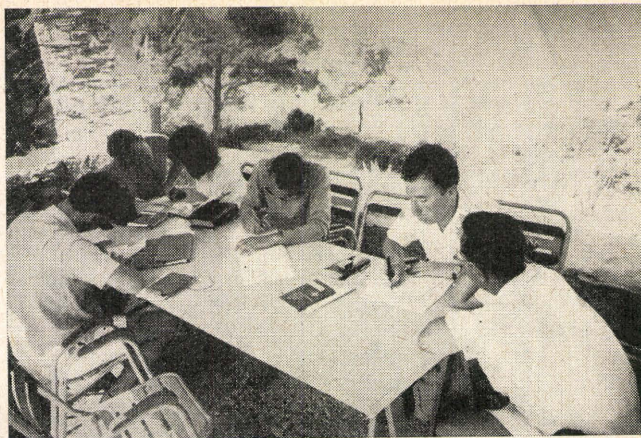
Tandis que les jeunes gens travaillaient avec des pelles et des pioches pour niveler le chemin qui mène au village...



... les jeunes filles épluchaient les pommes de terre et préparaient un bon repas pour tout le Camp.

(Photos OTAN par Eddy van der Veen)

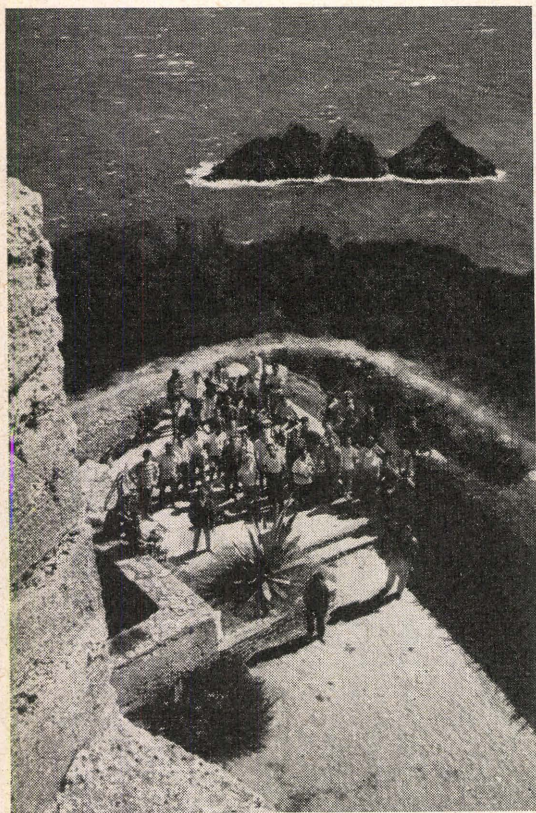
ancien Commandant en Chef des Forces Alliées du Centre-Europe, aborda les questions militaires, tandis que le côté politique revint au professeur Bassani, Directeur de l'Institut Atlantique. Quant aux aspects économiques et culturels, ils furent examinés respectivement par M. Huvelin, Directeur Général de Kléber-Colombes et le R.P. Chaumeny, de la revue **Economie et Humanisme**. Les travaux manuels et intellectuels, de même que les heures de récréation, permirent aux étudiants de mieux connaître l'esprit atlantique.



Pendant la journée, les étudiants se séparaient en plusieurs groupes afin de préparer des questions pour la conférence du soir (ci-dessus). Le Général Valluy (à gauche), qui examina les problèmes militaires de l'Alliance, fut écouté avec beaucoup d'attention (ci-dessous).



Une jeune fille du groupe essaie un collier de coquillages qu'elle vient d'acheter comme souvenir du Camp.



Au pied du Fort qui domine la Méditerranée, les étudiants se rassemblent pour une photographie d'adieu.

COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN

COMMANDEMENT ALLIÉ EN EUROPE.

Départ de l'adjoint « Air » du saceur.

Le général Léon W. Johnson, de l'Armée de l'Air des États-Unis, a quitté le poste d'Adjoint « Air » auprès du Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe le 31 juillet dernier, pour prendre sa retraite après une carrière militaire qui a duré trente-cinq ans. Titulaire de nombreuses décorations décernées pour son courage au front et pour le récompenser de ses éminents services, le général Johnson remplissait ses fonctions au SHAPE depuis le 1^{er} mai 1958. Il a été remplacé par le général Samuel E. Anderson, USAF, qui jusqu'à présent dirigeait le Commandement du Matériel aérien.

Nouveau Commandant en Chef AFSOUTH.

Le général Norstad vient de nommer l'amiral James S. Russell, de la Marine américaine, pour remplacer l'amiral Charles R. Brown, Commandant en Chef des Forces Alliées du Sud-Europe, qui prend sa retraite le 1^{er} janvier 1961.

AGARD.

Groupe de travail de la dynamique des fluides.

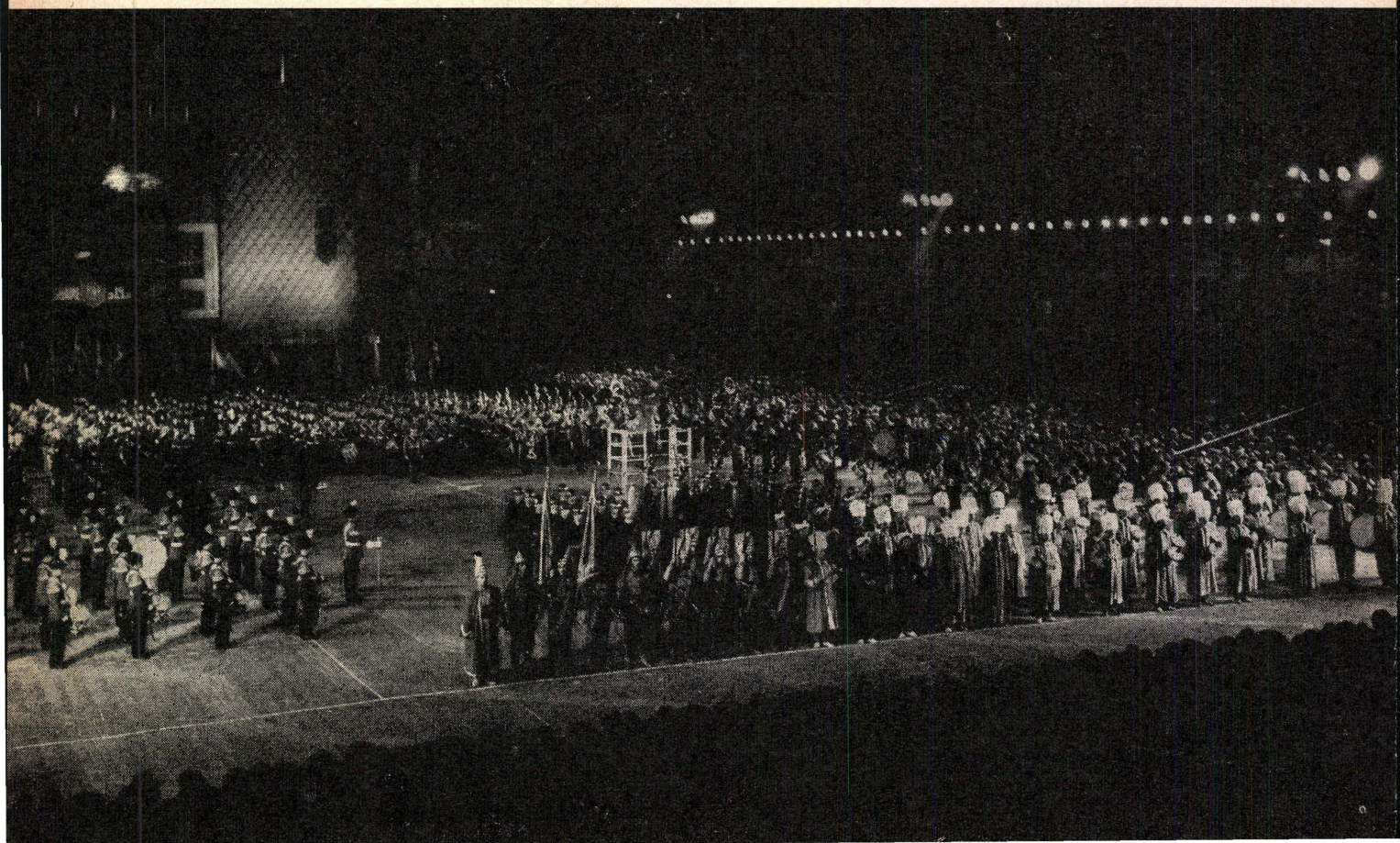
Le Groupe de Travail de la Dynamique des

Fluides, qui fait partie du Groupe Consultatif pour la Recherche et le Développement Aéronautiques (AGARD), a organisé, à Scheveningen (Hollande) du 18 au 21 juillet, une réunion consacrée à « l'emploi des fusées dans l'étude du vol ». Vingt-trois communications y ont été présentées sur les sujets suivants : « Le transfert de la chaleur », « la stabilité aérodynamique et la dynamique » ; « le vent, la turbulence et la météorologie » ; « les conditions ambiantes dans l'espace » ; « la conception et la réalisation » ; « les instruments » ; « les fusées spéciales et la pyrotechnie » ; « la récupération de la charge utile des vols d'essai ». Ces communications et le compte rendu des discussions seront publiés dans la série des Rapports de l'AGARD.

A sa prochaine réunion le Groupe de Travail de la Dynamique des Fluides examinera « la sécurité des appareils V/STOL du point de vue de l'aérodynamique ». D'autre part, « les températures élevées dans la dynamique des fluides » sera le thème de la réunion d'experts qui aura lieu au Centre de Formation en Aérodynamique Expérimentale, au printemps 1962. Enfin, un séminaire se tiendra à Paris au cours de l'automne 1962 sur l'état actuel des connaissances dans l'important domaine de la magnéto-dynamique des fluides.

Les musiques militaires du Canada, des États-Unis, des Pays-Bas, de la République fédérale allemande et de la Turquie se sont réunies cet été à Arnhem (Pays-Bas) pour participer à l'un des événements annuels les plus pittoresques de l'Alliance : le « NATO Taptoe ». Commencée il y a quatre ans par un groupe de citoyens d'Arnhem, cette grande manifestation militaire attire maintenant plus de 20.000 spectateurs par an, en provenance de plusieurs pays. Notre photo montre le tableau final du Gala qui eut lieu le 11 juillet. Au premier plan, les célèbres Janissaires venus de Turquie.

(Truin - Foto's, Arnhem)



COMMUNIQUE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

La déclaration suivante fut publiée à Bonn le 18 juillet, après la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays du Marché Commun :

« Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, ainsi que le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, désireux d'affirmer les valeurs spirituelles et les traditions politiques qui forment leur patrimoine commun, unis dans la conscience des grandes tâches que l'Europe est appelée à remplir au sein de la communauté des peuples libres pour sauvegarder la liberté et la paix dans le monde, soucieux de renforcer les liens politiques, économiques, sociaux et culturels qui existent entre leurs peuples, notamment dans le cadre des communautés européennes, et d'avancer vers l'union de l'Europe.

Convaincus que seule une Europe unie, alliée aux Etats-Unis d'Amérique et à d'autres peuples libres, est en mesure de faire face aux dangers qui menacent l'existence de l'Europe et celle de tout le monde libre, et qu'il importe de réunir les énergies, les capacités et les moyens de tous ceux pour lesquels la liberté est un bien inaliénable, résolu à développer leur coopération politique en vue de l'union de l'Europe et à poursuivre en même temps l'œuvre déjà entreprise dans les communautés européennes.

Souhaitant l'adhésion aux communautés européennes d'autres Etats européens, prêts à assumer dans tous les domaines les mêmes responsabilités et les mêmes obligations, ont décidé :

1° De donner forme à la volonté d'union politique, déjà implicite dans les traités qui ont institué les communautés européennes, d'organiser à cette fin leur coopération, d'en prévoir le développement, de lui assurer la régularité qui créera progressivement les conditions d'une politique commune et permettra finalement de consacrer l'œuvre entreprise dans des institutions.

2° De tenir, à intervalles réguliers, des réunions qui auront pour objet de confronter leurs vues, de concerter leurs politiques et de parvenir à des positions communes afin de favoriser l'union politique de l'Europe, renforçant ainsi l'alliance atlantique. Les dispositions pratiques nécessaires seront prises pour préparer ces réunions. D'autre part, la poursuite d'une collaboration active entre les ministres des Affaires étrangères contribuera à la continuité de l'action entreprise en commun. La coopération des « Six » doit dépasser le cadre politique proprement dit, elle s'étendra, en particulier, au domaine de l'enseignement, de la culture et de la recherche, où elle sera assurée par des réunions périodiques des ministres intéressés.

3° De charger leur commission de leur présenter

des propositions sur les moyens qui permettraient de donner aussitôt que possible un caractère statutaire à l'union de leurs peuples.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont la conviction qu'en organisant ainsi leur coopération, ils favoriseront, par là même, l'exécution des traités de Paris et de Rome. Ils estiment également que leur coopération facilitera les réformes qui, dans l'intérêt d'une plus grande efficacité des communautés, apparaîtraient opportunes.

A cet effet, ils ont décidé :

a) De faire mettre à l'étude les divers points de la résolution de l'Assemblée parlementaire européenne du 29 juin 1961, relative à la coopération politique entre les Etats membres des communautés européennes.

b) D'associer davantage l'opinion publique à l'effort entrepris en invitant l'Assemblée parlementaire européenne à étendre aux domaines nouveaux, avec la collaboration des gouvernements, le champ de ses délibérations. »

COMMUNIQUE SUR LA VISITE DE M. DEAN RUSK AU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

Le Conseil de l'Atlantique Nord en session permanente s'est réuni le 8 août 1961 afin de poursuivre les consultations relatives au présent problème de Berlin, créé par l'attitude de l'Union soviétique.

Le Conseil a pris connaissance et a discuté une déclaration présentée par M. Dean Rusk, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, après ses entretiens avec les ministres des Affaires étrangères de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni.

Etant donné la gravité de la situation, le Conseil permanent a décidé d'intensifier ses consultations à ce sujet dans l'esprit des directives formulées comme suit à Oslo, le 10 mai 1961, par le Conseil de l'Atlantique Nord en session ministérielle :

« Les ministres ont constaté avec regret l'absence de tout progrès dans la réunification de l'Allemagne. Ils ont réaffirmé leur conviction qu'une solution pacifique et équitable du problème allemand, y compris Berlin, ne peut intervenir que sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En ce qui concerne notamment Berlin, les ministres ont confirmé leur résolution — proclamée dans leur déclaration du 16 décembre 1958 — de sauvegarder la liberté de Berlin-Ouest et de sa population. En ce qui concerne la menace souvent proférée par l'Union soviétique de signer un traité de paix séparé, ils réaffirment la position qu'ils ont prise dans leur déclaration de 1958 aux termes de laquelle « la dénonciation par l'Union soviétique des accords interalliés sur Berlin ne peut en aucune façon priver les autres parties des droits que ces accords leur donnent, ou dégager l'U.R.S.S. de ses obligations. »



Réunion des Parlementaires de l'OTAN à Ottawa

Le comité permanent des parlementaires de l'OTAN s'est réuni à Ottawa, les 7 et 8 juillet, sous la présidence de M. Nils Langhelle (Norvège). Douze pays de l'OTAN furent représentés.

La réunion examina les problèmes administratifs concernant la septième conférence annuelle qui aura lieu comme d'habitude au siège de l'OTAN à Paris, du 13 au 18 novembre, ainsi que les questions politiques à l'ordre du jour.

Encore une fois, Berlin occupa une place de choix dans les débats et le comité fut unanime à souligner la nécessité de maintenir une attitude ferme en ce qui concerne cette question cruciale pour les occidentaux.

LIVRES

«AMERICAN DIPLOMACY IN A NEW ERA»

Recueil d'études présenté

par Stephen D. Kertesz

(University of Notre Dame Press, U.S.A., 601 pages,
10 dollars)

Cet important volume, présenté avec une modestie excessive comme « une simple tentative destinée à faire la lumière sur la diplomatie américaine depuis 1945 », est composé de dix-neuf études faites par « d'éminents spécialistes de l'art diplomatique », qui analysent tous les aspects de la politique extérieure des Etats-Unis. La première partie du livre traite de la politique menée dans les différentes parties du monde ; la seconde décrit les organisations qui élaborent et dirigent cette politique ; et la troisième partie, plus courte, énonce quelques principes sur l'orientation que la politique américaine devrait prendre à l'avenir. C'est un ouvrage d'un grand intérêt, bien qu'inégal, fait par des spécialistes — en grande partie professeurs des différentes Universités américaines — à l'intention de ceux qui étudient de près les affaires internationales. Il est publié sous l'égide de la Commission des Relations Internationales de l'Université de Notre-Dame et fait suite à un ouvrage d'importance égale intitulé « Diplomacy in a changing world ». A son tour il sera suivi d'une série de monographies sur d'autres aspects de la politique étrangère et de la diplomatie américaines, publiées aussi par la Commission. Le caractère hautement spécialisé de cet ouvrage est rehaussé par de fréquents renvois en bas de page qui sont moins des notes que des références à des publications antérieures dont la plupart ne seraient guère accessibles aux profanes. Il est difficile de préjuger des réactions du lecteur moyen. Il est vraisemblable que l'étude des politiques régionales présenterait pour lui un intérêt profond, mais qu'il aurait préféré qu'on réserve à la série de monographies les exposés un peu trop longs sur les aspects « structurels » tels que « Le développement des activités d'information », « L'Institut des Affaires Etrangères » et « La réforme structurelle du Département d'Etat et du ministère des Affaires étrangères américains »...

En ce qui concerne les auteurs des différents essais, seuls leurs noms et leurs fonctions actuelles sont indiqués. Une courte note biographique aurait permis au lecteur de mieux juger de leur compétence en la matière, d'autant plus qu'il est mentionné sur la jaquette que certains d'entre eux « ont occupé des postes-clés dans la diplomatie ».

Dans son introduction intitulée « Une nouvelle Ere », le Professeur Kertesz met l'accent sur la disparition de la diplomatie traditionnelle, non seulement du fait de l'accession de l'Union Soviétique au rang de première puissance mondiale — car les règles traditionnelles ne sont pas applicables entre des Etats non communistes et des Etats communistes, — mais aussi en raison du nationalisme qui fait sans cesse éclore de nouveaux Etats, modifiant ainsi le climat des relations internationales. Le Professeur formule alors une critique valable :

« Les erreurs de la politique occidentale ont souvent eu pour origine une mauvaise évaluation de la puissance et de la vitalité des nouvelles forces politiques et sociales en jeu dans ce monde en effervescence. Les dirigeants politiques occidentaux, et surtout les Américains, sont tentés d'imputer aux intrigues communistes les échecs de l'Occident. Une telle attitude donne en fait au communisme plus de force et à ses dirigeants plus d'habileté qu'ils n'en ont réellement. »

Le Professeur Kertesz souligne également le changement radical intervenu dans les « méthodes » diplomatiques. Les tâches qui étaient autrefois réglées par les voies diplomatiques normales, c'est-à-dire par les diplomates de carrière qui représentaient leurs pays dans toutes les capitales du monde, sont maintenant confiées à différentes institutions : conférences et réunions au sommet, où les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires Etrangères négocient directement avec leurs homonymes ; consultations diplomatiques par l'intermédiaire des Nations-Unies, de l'OTAN et d'au-

tres assemblées permanentes ; diplomatie à l'échelon parlementaire par le truchement de certaines assemblées internationales telles que l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, la Conférence des Parlementaires de l'OTAN, etc., et par une foule d'autres canaux : assistance technique, économique, culturelle, information, etc.

Les Etats-Unis, un pays qui manque encore d'expérience dans le jeu complexe des relations internationales, quoique leader incontesté et incontestable de l'Occident, jouent un rôle capital dans tous ces domaines. Encore le Professeur Kertesz a-t-il conscience que cette mission délicate et périlleuse est souvent entravée par l'ingérence de la politique intérieure dans la politique internationale.

« On peut faire beaucoup plus, à l'intérieur du cadre constitutionnel existant, pour améliorer la conduite de la politique étrangère, et l'une des conditions nécessaires est de placer le Département d'Etat et les Affaires Etrangères au-dessus de la politique de parti. »

Dans une deuxième étude, le Professeur Kertesz s'étend assez longuement sur le développement de l'OTAN et oppose le caractère démocratique et consultatif de cette alliance occidentale, où les décisions ne peuvent être prises qu'au vote unanime des quinze pays membres, « au bloc soviétique monolithique où les décisions ne relèvent la plupart du temps que d'une seule autorité : le Kremlin. »

Parmi les études consacrées à la politique régionale, il en est trois d'une qualité et d'un intérêt remarquables — et chacune d'elles exprime dans une certaine mesure une critique de la politique américaine. Dans une brillante analyse intitulée « The Containment Policy and the Rationale of the Alliance System », le Professeur Hans J. Morgenthau, de l'Université de Chicago, montre comment les Etats-Unis, traditionnellement isolationnistes, furent amenés par la marche des événements, tout d'abord à s'occuper de l'Europe, et ensuite à prendre le leadership du monde occidental. C'est la Guerre qui a conduit l'Amérique à cette position non désirée et il n'est donc pas surprenant que les Etats-Unis « n'aient pas pu se libérer de la façon de penser et d'agir déterminée à la fois par leur tradition et le succès de leur riposte à la menace soviétique après la Deuxième Guerre Mondiale, ce qui consiste à voir ses rapports avec le monde extérieur surtout en termes militaires ». Mais l'auteur fait pertinemment observer que le véritable danger pour les Etats-Unis n'était pas tellement la puissance militaire des Russes mais plutôt la perspective de l'événement d'un nouvel ordre communiste. Les alliances furent conclues sur le plan militaire et on peut voir le prolongement de cette idée directrice dans la politique d'aide à l'étranger. La conséquence fut, en ce qui concerne les pays non engagés, de perdre les avantages politiques d'une telle aide « car le bénéficiaire désapprouve la politique du donateur ».

C'est une idée similaire qu'exprime le Professeur Robert H. Ferrell, de l'Université d'Indiana, dans une étude pénétrante sur « La politique des Etats-Unis au Moyen-Orient ». Après avoir montré les méfaits persistants de l'attitude du gouvernement américain dans la création, la reconnaissance et le soutien de l'Etat d'Israël (tout cela entrepris au niveau présidentiel, sans consultation et même contre l'avis du Département d'Etat) et après un examen objectif de l'affaire de Suez, qui fut déclenchée (sans que cela justifie pour autant l'intervention ultérieure de l'Angleterre et de la France) par le « refus ostensible des Etats-Unis de participer au Barrage d'Assouan », simplement parce que M. Dulles était personnellement irrité par la politique égyptienne qui jouait de l'antagonisme Est-Ouest, le Professeur Ferrell écrit alors :

« L'attitude des Etats-Unis était exactement telle que la dénonçaient les communistes et les nationalistes arabes ; à savoir de pousser le Moyen-Orient dans la guerre froide entre l'Amérique et la Russie, de montrer que c'était là le but de leurs largesses économiques et non le bien-être des Arabes. »

Enfin, dans son exposé sur « La politique des Etats-Unis dans le Sud et le Sud-Est asiatique », le Professeur Myron Weiner, également de l'université

de Chicago, après un examen concis des problèmes multiples qui se posent dans cette partie du monde particulièrement étendue et complexe déclare que même si la guerre froide cessait, il faudrait encore que les Etats-Unis établissent de nouveaux contacts avec les 600 millions d'hommes qui vivent là-bas dans des sociétés en rapide évolution. L'Amérique, dit l'auteur, «devra accepter et proclamer des buts plus généreux, dans lesquels les considérations de sécurité auront certes leur place, mais où il y aura plus que cela.»

Un Français, le Professeur J.-B. Duroselle, du Centre d'Etudes Internationales, dans son essai sur «Les qualités et les défauts de la diplomatie américaine», fait ressortir plusieurs points importants. L'auteur prétend que, quelles que soient les fautes commises, il y a dans la politique étrangère américaine une continuité qui est une garantie sérieuse pour ses alliés; que l'Amérique montrerait plus d'efficacité dans la conduite de l'Occident si les Américains cessaient de s'inquiéter de l'opinion du monde et «prenaient plus fréquemment une position franche et ferme»; que d'une manière générale, les présidents des Etats-Unis n'impriment pas assez de vigueur au leadership de leur pays; que l'Amérique ne sait pas tirer tout le parti de ses alliances (dont le nombre important constitue pour l'auteur une des plus grandes erreurs de la politique américaine) «parce que les Etats-Unis attribuent à leurs alliances un but exclusivement anti-communiste».

Il est assez choquant de trouver à côté de ces études qui, bien que de qualité et d'intérêt inégaux, sont toutes le fruit d'une pensée savante et réfléchie, un faible exposé sur «Les facteurs militaires et la politique étrangère». C'est on ne peut plus maladroitement exprimé, en ce sens qu'on a l'impression que les Etats-Unis ont à se plaindre de leurs alliés!

Voici donc, par bien des côtés, un livre rassurant, car la claire et franche évaluation des faiblesses et de la force de la politique américaine, destinée, comme elle l'est, surtout à des spécialistes, ne peut qu'être profitable. De plus, comme la plupart des auteurs sont des professeurs d'universités, cela montre qu'une conception saine et adulte des relations internationales est en train de se propager parmi la jeune génération. Dans sa conclusion sur «Les dangers et les perspectives de la politique américaine», Philip E. Mosely de la Commission des Affaires Etrangères, donne un enseignement lourd de sens quand il écrit: «L'influence américaine progresse partout où l'étiquette «garantie mutuelle» et «anticommunisme» peut être enlevée de ce qui, somme toute, constitue un programme d'une générosité et d'une étendue sans précédents pour aider les pays sous-développés à accéder au monde moderne.»

«A PHILOSOPHICAL ANALYSIS»

par Vernon Van Dyke

(Stevens & Sons Ltd, Londres, 235 pages, 30 shillings)

Beaucoup de savoir, d'érudition et un soin minutieux ont de toute évidence présidé à l'élaboration de ce livre, qui est une tentative pour déterminer les principes de base qui devraient guider l'enseignement et la recherche en matière de science politique. Selon les propres termes de l'auteur, professeur de science politique à l'Université d'Iowa, «le but principal de cet ouvrage est de contribuer à faire progresser la véritable connaissance dans le domaine de la science politique».

La première partie du livre (qui en comporte quatre) traite d'abord des différents buts que se propose l'étude de la politique et puis de l'identification de ces buts. La seconde partie étudie la forme dans laquelle cette science s'exprime et peut donc être identifiée. L'auteur analyse avec précision toute une série de mots que l'on rencontre dans un traité de science politique, tels que: fait, abstraction, classification, concept, etc... et il essaie de dégager leur véritable sens et de contribuer ainsi à obtenir plus de clarté chez les spécialistes de la science politique.

Dans la troisième partie, le Professeur Van Dyke expose les différentes manières d'aborder l'étude de la politique, celles-ci pouvant être définies par: les critères utilisés pour le choix des problèmes à considérer et des données à retenir. Enfin, dans la quatrième partie, l'auteur pose la question de savoir si la science politique mérite le nom de «science» et on

doit dire qu'il n'apporte pas de réponse satisfaisante à cette question.

Le livre est bien documenté, comporte des notes abondantes et se réfère à un nombre imposant d'experts en la matière — dont quelques-uns opposés à la thèse de l'auteur. Ce livre est, malgré tout, loin d'être facile à lire et on a l'impression qu'il était primitivement conçu comme un manuel, destiné à être analysé, expliqué et débattu au fur et à mesure de sa progression, plutôt qu'à être lu d'une seule traite.

Il est étonnant de constater comment les efforts pour donner plus de clarté au sens des mots et des locutions, aboutissent si souvent en fait à semer un peu plus de confusion. Et il est permis de regretter, même si cela est inévitable, qu'un enseignement d'un niveau aussi supérieur, fasse augmenter le jargon dont le monde moderne est affligé.

«L'AVENIR DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE»

par Claude Delmas, Maurice Faure

le général Gallois, le général Carpentier

avec une préface de

Jules Romains

de l'Académie française

(Editions Berger-Levrault, Paris, 350 pages, 18 NF)

Le but des quatre auteurs de ce livre — MM. Maurice Faure et Claude Delmas, les généraux Gallois et Carpentier — n'était pas de bâtir une idéale OTAN, d'esquisser ce que pourrait être une Alliance parfaite. L'entreprise eût été intéressante, certes, mais elle eût été vaine, car toute réflexion politique qui ne s'insère pas dans le concret débouche sur l'utopie — d'autant aussi que pour être raisonnable toute projection sur l'avenir doit tenir compte du présent tel qu'il est. Le titre «L'avenir de l'Alliance Atlantique», s'il introduit la notion de prospective dans l'analyse politique, répond à une intention bien précise: dégager les conditions dans lesquelles l'OTAN peut être dans la coexistence pacifique l'instrument efficace de défense de l'Occident qu'elle fut dans la guerre froide — en même temps que celles dans lesquelles l'OTAN peut assurer un renforcement de ce «monde atlantique» dont l'insertion dans le temps et dans l'espace constitue la plus forte justification historique du Traité de Washington. Car deux faits possèdent la valeur d'une évidence:

1° Si, devant la menace soviétique, douze pays ont, en 1949, réagi de la même manière c'est qu'ils possédaient en commun un ensemble de solidarités qu'ils entendaient sauvegarder. Ces solidarités n'ont pas été créées par l'impérialisme soviétique: celui-ci a joué à leur égard un rôle comparable à celui d'un révélateur chimique; elles existaient indépendamment de lui, en tant qu'expression de ce «monde atlantique» dont les origines remontent au début du XVI^e siècle.

2° Le passage de la guerre froide à la coexistence pacifique n'est pas la conséquence d'une renonciation de l'U.R.S.S. à ses objectifs, mais celle d'une prise de conscience, par les dirigeants soviétiques, du «risque total» impliqué par la logique nucléaire. L'U.R.S.S. ne pourrait renoncer à ses objectifs que si elle renonçait à elle-même, puisqu'elle s'est identifiée aux prétentions œcuménistes du communisme — et c'est la raison pour laquelle sa diplomatie doit être jugée en fonction non de ses fluctuations tactiques, mais de la permanence de ses objectifs. En d'autres termes, la substitution de la coexistence pacifique à la guerre froide représente simplement, de la part des dirigeants soviétiques, la mise au point de nouvelles tactiques, non militaires, apparemment non agressives, destinées à atteindre des objectifs inchangés sans courir les risques de représailles «totales» inhérents à toute action militaire en Europe. La menace reste aussi grave qu'elle était, elle a changé de formes.

Ces intentions et la conscience de ces deux évidences ont dicté aux quatre auteurs le plan général de leur ouvrage: M. Claude Delmas commence par rappeler dans quelles circonstances fut créée l'OTAN, c'est-à-dire l'évolution des relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale, puis il esquisse les moments importants de l'histoire de l'OTAN; le général Marcel Carpentier traite ensuite des aspects non-nucléaires des problèmes militaires; le général Pierre M. Gallois lui succède pour exposer «La logi-

que de l'ère nucléaire et ses incidences sur l'OTAN » ; M. Maurice Faure (voir le numéro d'avril des **NOUVELLES DE L'OTAN**) s'est chargé de « Politique et Défense », c'est-à-dire des rapports entre les facteurs militaires et les facteurs non-militaires de ce « tout » indissociable qu'est la Défense, qu'elle soit nationale ou collective ; M. Claude Delmas, enfin, en étudiant « L'Alliance, instrument du destin des alliés », s'efforce de montrer que la création de l'OTAN n'a pas été un simple épiphénomène dans l'histoire de la guerre froide, ni un simple épisode des tensions du monde issu de la seconde guerre mondiale, mais a représenté l'accès du « monde atlantique » à la conscience de lui-même — puis, en analysant les formes nouvelles de la politique soviétique, il est amené à conclure : « Si l'on ne se bat pas sans foi, on ne se bat pas non plus sans armes : les Occidentaux disposent d'un moyen qui a jusqu'ici répondu à ce que l'on attendait de lui : l'Alliance Atlantique. A eux de perfectionner, de renforcer cet instrument, d'aller au-delà des conditions dans lesquelles il fut créé, et, la survie de leur espoir étant suspendue à la victoire de leur libéralisme, de faire de cette Alliance l'expression conjointe de leurs traditions et de leurs volontés, de ce qu'ils furent, de ce qu'ils sont et de ce qu'ils veulent rester ».

Des « documents » complètent ces chapitres. Tout d'abord, le général Gallois a tenu à compléter son exposé par un rappel de quelques notions indispensables à la compréhension de la logique nucléaire : les origines et la définition de la politique de dissuasion, l'« équation stratégique » à l'âge des bombardiers et à l'âge des engins balistiques. Ensuite, le volume se termine par une série d'études sur la guerre révolutionnaire, l'action culturelle, la coopération économique, la coopération scientifique, le Pacte de Varsovie.

Il ne pouvait être question, dans un volume, d'analyser avec un souci d'exhaustivité tous les problèmes posés par la formule « L'avenir de l'Alliance Atlantique », puisque les données de ces problèmes concernent en fait l'ensemble de l'évolution du monde depuis les premières années du XVI^e siècle, les tensions du monde issu de la seconde guerre mondiale, les répercussions de l'évolution des armements sur les idées, et l'organisation politique d'un complexe à la fois « un » et différencié. Ces données sont simultanément politiques, militaires, économiques, sociales, psychologiques. Un souci d'exhaustivité eût conduit à plusieurs volumes, consacré chacun à l'un des aspects de l'Alliance : phénoménologie politique, structures et fonctionnement, stratégie, possibilités de renforcement, etc... Les quatre auteurs ont préféré se limiter à l'essentiel : dans quelle situation se trouve aujourd'hui l'Alliance Atlantique ; quels sont, parmi les éléments de cette situation, ceux qui peuvent d'ores et déjà être considérés comme conditionnant l'avenir — un avenir qui, comme notre présent, est dominé par le fait nucléaire et par le fait idéologique ?

Par ailleurs, il était inévitable que des nuances se manifestent dans l'expression de la pensée d'hommes qui, pour autant unis qu'ils soient dans leur attachement à l'Alliance, n'en jugent pas moins de manière différente certains des changements introduits dans le problème des risques de conflits par l'armement nucléaire. Ou, plus exactement, qui ne formulent pas dans des termes absolument identiques les hypothèses fondées sur ces changements. La logique nucléaire aggrave-t-elle les risques de conflits limités ? Ou au contraire le non-recours à la force qu'elle paraît devoir imposer peut-il se répercuter sur les armes qui demeurent à l'échelle humaine ?

Mais les quatre auteurs, outre leur commun attachement à l'Alliance et leur commun souci d'en éclairer la légitimité, les difficultés, les perspectives, sont unis par une même préoccupation de réalisme, ce qui les a conduits à tenir compte, à titre de donnée fondamentale, des trois caractéristiques essentielles de l'OTAN :

- organisation intergouvernementale ;
- pacte régional sur le plan militaire ;
- pacte à vocation mondiale sur le plan politique.

Dans l'état actuel des esprits, il serait utopique d'envisager la transformation de l'OTAN en organisation supranationale, ou l'extension de son « champ géographique ». Mais telle qu'elle est, elle peut parfaitement répondre à ce que les Occidentaux attendent d'elle : à condition que les gouvernements prennent conscience, dans tous les domaines, des impératifs de

la solidarité atlantique. Le grand problème est d'arriver à ce que cette notion de solidarité devienne l'un des facteurs de motivation des politiques nationales, ce qui met en question de développement et la systématisation de la consultation au sein du Conseil Atlantique.

L'avenir de l'Alliance Atlantique apparaît aux quatre auteurs dominé par la promotion de la consultation politique au rang d'impératif national. Certes, l'idéal demeure cette « stratégie globale » souhaitée par le général de Gaulle. Mais avant d'arriver à cette politique unique dans toutes les parties du monde, les États membres de l'OTAN doivent passer par des phases intermédiaires, au cours desquelles leurs politiques nationales seront d'abord de moins en moins rivales, puis de mieux en mieux coordonnées — et, pour arriver à cette coordination, la consultation est le moyen le plus sûr. Elle était présentée ainsi en conclusion du Rapport « des trois Sages » de 1956, elle représente l'un des objectifs du « plan de dix ans » dont la mise au point se poursuit, elle doit être considérée, par tous les États membres de l'OTAN, comme la condition de leur existence dans un monde qui, quoi qu'on pense, ne sera plus le monde d'hier.

Deux idées maîtresses dominent ainsi ce volume : — La coexistence pacifique impose une prise de conscience et des efforts au moins aussi intenses que ceux qui furent déployés durant la guerre froide, car seuls les moyens utilisés par l'Union Soviétique ont changé ;

— Quelle soit nationale ou collective, la défense est un « tout » qui ne se fractionne pas : on ne peut être uni sur le plan militaire si l'on est désuni sur les plans diplomatique et économique — de même qu'une Alliance ne peut être vraiment efficace si ses membres, unis en Europe, ne le sont pas hors d'Europe.

Ces deux idées maîtresses résultent d'une évidence : qu'elles soient grandes ou petites, fortes ou faibles, anciennes ou jeunes, les nations occidentales se sauveront ensemble ou périront ensemble. En ce sens, l'Alliance est bien l'instrument du destin des alliés. Mais un instrument ne vaut jamais qu'en fonction de la conscience et de la volonté de ceux qui l'ont créé et qui l'utilisent. C'est pourquoi, avant d'envisager des réformes de l'OTAN, de parler de supranationalité, d'extension du champ géographique, d'élargissement des prérogatives et des compétences, etc... il convient de mieux se rendre compte que les tâches majeures incombent aux gouvernements eux-mêmes. Il en est d'un traité comme d'une constitution : ce qui compte surtout c'est l'usage qu'on en fait. L'article 4 du Traité de Washington permet la consultation sur toutes les questions, quelles que soient leurs localisations géographiques : voilà le moyen d'arriver à cette coordination diplomatique, premier élément de la « stratégie globale ». L'article 2, qui recommande la coopération dans tous les domaines non militaires, et notamment dans le domaine économique, peut permettre aux alliés d'étendre leur union à tout ce qui, dans la défense, n'est pas militaire. Et d'ailleurs, le Rapport des « trois Sages » de 1956, adopté par tous les gouvernements, contenait, explicitées, toutes les recommandations sur lesquelles pourrait, aujourd'hui, se bâtir « une » politique occidentale. C'est dans cette perspective que se termine le livre : les Occidentaux doivent bâtir une politique qui ne soit pas une simple réponse conjoncturelle aux événements, ils doivent projeter leurs volontés sur l'avenir, et se donner les moyens politiques d'effectuer cette projection. L'Alliance « a exprimé une peur commune, et une commune volonté de sauvegarder les valeurs morales sur lesquelles s'est bâtie la civilisation occidentale. Elle peut et elle doit aujourd'hui exprimer la permanence de cette même volonté : il ne s'agit pas seulement de survivre, mais d'édifier un avenir fondé sur les valeurs qui ont été sauvegardées depuis 1949. La tâche est difficile — elle n'excède pas les possibilités des responsables politiques de l'Occident ». Cette tâche est un impératif moral, au sens kantien du terme, pour ces responsables, et « pour tous ceux qui refusent l'anéantissement dans la tyrannie et qui, en tant qu'hommes, veulent être les artisans de leur propre destin ».

Tel qu'il se présente, ce gros volume représente à la fois une analyse politique et un document. A ce titre, sa lecture est indispensable à tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, se préoccupent de l'Alliance Atlantique.

BIBLIOGRAPHIE

Sélection d'articles relevés dans les périodiques reçus au Siège de l'OTAN pendant les mois de juin, juillet et août 1961. Pour obtenir ces articles, écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN.

OTAN

STREIT, Clarence.

«STIKKER - NATO'S NEW CHIEF - IS A MAN OF FORESIGHT AND FAITH».

Freedom & Union, Washington.
Juin, p. 1.

LAWRENCE, David.

«ECONOMIC WARFARE».

New York Herald Tribune, Paris.
26 juillet, p. 6.

L'auteur pense que la guerre économique EST/OUEST préoccupe de plus en plus l'OTAN.

SALAZAR, Dr Oliveira.

«L'ALLIANCE ATLANTIQUE SOUFFRE D'UN MALAISE POLITIQUE ET NON MILITAIRE».

La Libre Belgique, Bruxelles.
28 juillet, p. 1.

«ATLANTIC UNION NEXT?».

Economist, Londres.
29 juillet, p. 435.

La déclaration de M. Macmillan sur le Marché Commun pourrait être le signe avant-coureur d'un objectif plus important et plus lointain.

«EXCHANGING HOME TRUTHS IN NATO».

Sunday Times, Londres.
6 août, p. 9.

Consultation politique dans le cadre de l'OTAN.

QUESTIONS POLITIQUES

LABIN, Suzanne.

«L'APPAREIL MONDIAL DES PARTIS COMMUNISTES EN 1960».

Revue de Défense Nationale, Paris.
Juillet, p. 1163.

DELMAS, Claude.

«LES OPTIONS STRATEGIQUES DE L'OCCIDENT DEPUIS 1945».

Revue Militaire d'Information, Paris.
Juillet, p. 4.

Article sur l'évolution des idées depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale qui fait mieux comprendre la signification des discussions actuelles.

PIPINELLI, Panayotti.

«THE BERLIN CRISIS AND THE DEFENSIVE STRATEGY OF THE WEST».

Kathimerini, Athènes.
19 juillet.

«BERLIN COLLISION COURSE».

New Statesman, Londres.
21 juillet, p. 73.

Dans cet article, l'auteur pense qu'une solution temporaire «... et c'est tout ce que Khrouchtchev demande — peut être trouvée sans difficulté, à condition que l'Ouest soit préparé à sacrifier les clichés diplomatiques de l'époque Dulles-Adenauer».

HAYTER, Sir William.

«THE MEANING OF COEXISTENCE».

The Listener, Londres.
27 juillet, p. 119.

MONNET, Jean.

«PEACE NEEDS QUICK STEPS TO ATLANTIC UNION».

Freedom & Union, Washington.
Juillet-août, p. 12.

QUESTIONS MILITAIRES

«DER WESTEN MUSS SICH VERTEIDIGEN KONNEN».

Frankfurter Allgemeine.
2 août, p. 4.

Entretien avec le Général Norstad sur la défense de l'Europe.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

LEMAIGNEN, Robert.

«LE MARCHÉ COMMUN ET L'AFRIQUE».

Revue de Défense Nationale.
Juillet, p. 1149.

TRIFFIN, Robert.

«DEATH OF A SYSTEM?».

The Listener, Londres.
27 juillet, p. 122.

Article sur les arrangements monétaires mondiaux.

LAMBERT, J.R.

«THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY AND THE ASSOCIATED AFRICAN (PARTNERSHIP IN THE MAKING)».

The World Today, Londres.
Août, p. 344.

AFRIQUE

HUXLEY, Elspeth.

«THE NEXT-TO-LAST ACT IN AFRICA».

Foreign Affairs, New York.
Juillet, p. 655.

LAQUEUR, Walter, Z.

«COMMUNISM AND NATIONALISM IN TROPICAL AFRICA».

Foreign Affairs, New York.
Juillet, p. 610.

Article dans lequel l'auteur considère que «le communisme en Afrique est devenu un problème international de première grandeur».

WELENSKY, Sir Roy.

«ADVICE TO THE WEST FROM A WHITE LEADER IN BLACK AFRICA».

U.S. News & World Report, Washington.
24 juillet.

Interview avec le Premier Ministre de la Fédération Rhodésie-Nyasaland.

MASON, Philip.

«PROBLEMS AND PROSPECTS IN THE CENTRAL AFRICAN FEDERATION».

The World Today, Londres.
Août, p. 325.

Article ayant pour sujet les entretiens de Chatham House, remis à jour le 12 juillet.

MENNEN, WILLIAMS, G.

«NEW COUNTRIES IN AFRICA - WHAT THEY EXPECT FROM U.S.».

U.S. News & World Report, Washington.
7 août, p. 50.

Interview avec le Secrétaire d'Etat adjoint pour les questions africaines des Etats-Unis.

ALLEMAGNE

SCHNEIDER, Colonel Fernand.

«L'ALLEMAGNE A L'HEURE D'ADENAUER».

Revue Militaire d'Information, Paris.
Juillet, p. 18.

DANEMARK

« LE DANEMARK DANS LE MONDE D'AUJOUR-D'HUI ».

La Revue Française, Paris.
Juillet, p. 45.

ÉTATS-UNIS

DUROSELLE, J.-B.

« LA POLITIQUE CONTEMPORAINE DES ÉTATS-UNIS ET L'EXTREME-ORIENT ».

Politique Étrangère, Paris.
N° 2, 1961, p. 93.

Texte d'un discours prononcé le 17 mai au Centre d'Études de Politique Étrangère à Paris.

LOWENTHAL, Richard.

« THE BALANCE AND THE MISSION: THE CHANGING WORLD ROLE OF THE USA ».

« NOUVEL ÉQUILIBRE, NOUVELLE MISSION ».

Encounter, Londres et Preuves, Paris.
Août, pp. 64 et 61.

EUROPE ORIENTALE

BRZEZINSKI, Zbigniew.

GRIFFITH, William.

« PEACEFUL ENGAGEMENT IN EASTERN EUROPE ».

Foreign Affairs, New York.
Juillet, p. 642.

« LES DIFFICULTÉS DE L'ALLEMAGNE DE L'EST ».

L'Économie, Paris.
20 juillet, p. 5.

FRANCE

FRANKS, H. George.

« FRANCE'S MANY-SIDED ASSISTANCE PROGRAMMES (Colonies receive a lot of money) ».

Fifteen Nations, Amsterdam.
N° 20, juin, p. 35.

KRAFT, Joseph.

« SETTLER POLITICS IN ALGERIA ».

Foreign Affairs, New York.
Juillet, p. 591.

GRÈCE

PAPAGEORGIOU, Efthimios.

« COMMUNISM IN GREECE ».

Problems of Communism, Washington.
Mai-juin, p. 38.

ITALIE

« ITALY AMONG NATO-NATIONS ».

Fifteen Nations, Amsterdam.
N° 20, juin, p. 110.

MOYEN-ORIENT

BENTWICH, Professeur Norman.

« ISRAEL AND THE AFRO-ASIAN STATES ».

The Quarterly Review, Londres.
Juillet, p. 258.

« NINE YEARS OF NASSER ».

The Spectator, Londres.
2 juillet, p. 85.

LOIZIDI, Sava.

« POLITICAL DEVELOPMENTS IN CYPRUS. SELF DETERMINATION IS THE AIM OF THE GREEK CYPRIOTS ».

Eleftheria, Athènes.
30 juillet.

PAYS-BAS

WINCOTT, Harold.

« THE DUTCH 'MIRACLE' EXAMINED ».

Financial Times, Londres.
4 juillet.

Article sur la politique économique aux Pays-Bas.

ROYAUME-UNI

GRANDCHAMP, René.

« LE LIVRE BLANC BRITANNIQUE ».

Revue de Défense Nationale, Paris.
Juillet, p. 1204.

« Mr. LLOYD'S MEASURES ».

Economist, Londres.
29 juillet, p. 467.

Article sur les récentes mesures de restriction budgétaires.

LORD GLADWYN.

« THE POLITICAL COMMITMENT AHEAD ».

The Guardian, Manchester.
31 juillet, p. 8.

Proposition d'admission de la Grande-Bretagne au Marché Commun.

U.R.S.S.

SCHNEYDER, Philippe.

« DERNIERS ASPECTS DE LA PÉNÉTRATION SOVIÉTIQUE EN PAYS SOUS-DEVELOPPÉS ».

Revue Militaire d'Information, Paris.
Juin, p. 33.

POURICHKEVITCH, Commander.

« L'URSS ET LE TIERS MONDE » - III.

Revue de Défense Nationale, Paris.
Juillet, p. 1261.

SLOAN, Pat.

« EVOLUTION OF LIFE AND IDEAS IN MODERN RUSSIA ».

The Quarterly Review, Londres.
Juillet, p. 287.

CRANKSHAW, Edward.

« RUSSIA TOMORROW: I. LENIN WOULD HAVE BEEN SURPRISED ».

Observer, Londres.
6 août, p. 1.

Article sur le nouveau programme communiste.

Communiqués de Presse

N° (61) 14. — Production coordonnée de l'avion F-104 G Starfighter en Europe. Le 12 juin 1961.

N° (61) 15. — Visites officielles de M. D.U. Stikker à Bonn et à Londres. Le 21 juin 1961.

N° (61) 16. — Visite officielle de M. Dirk U. Stikker en Islande. Le 5 juillet 1961.

N° (61) 17. — Déclaration au Conseil de l'Atlantique Nord de M. Dean Rusk.

VOUS VOULEZ VOUS RENSEIGNER SUR L'OTAN ?

Pour obtenir gratuitement le matériel d'information suivant, il suffit de s'adresser, soit au Service de l'Information de l'OTAN à Paris, soit au Comité Atlantique de l'un des pays membres.

VOUS POUVEZ LIRE

Les « **Nouvelles de l'OTAN** », une publication mensuelle (voir page 3 couverture).

« **Pourquoi l'OTAN** », un volume de 50 pages écrit par M. Paul-Henri Spaak, ancien Secrétaire Général de l'OTAN, à l'occasion du dixième anniversaire du Traité de l'Atlantique Nord. Il existe des éditions en anglais, français, allemand, italien, hollandais, norvégien, turc et espagnol.

Le **Manuel de l'OTAN**, 95 pages décrivant l'histoire, la structure et les réalisations de l'OTAN. Il existe en anglais, français, allemand, grec, italien, norvégien et turc. Une édition néerlandaise est en préparation.

« **Aspects de l'OTAN** », une série de brochures expliquant les différentes activités de l'OTAN. Les six titres déjà parus sont : 1. Le développement militaire de l'OTAN ; 2. L'OTAN et les problèmes économiques ; 3. La production de défense et l'infrastructure ; 4. La consultation politique ; 5. L'AGARD, la science au service de la défense ; 6. Les pipelines et l'OTAN. Ces brochures existent en anglais, français et allemand. Des éditions grecques, italiennes et norvégiennes sont en préparation.

« **Documentation sur l'OTAN** », un livre de référence sur l'histoire, la structure et les aspects opérationnels de l'OTAN. L'édition originale en anglais et en français est pratiquement épuisée, mais une nouvelle édition est en préparation et paraîtra aussi en allemand.

« **Coopération non-militaire au sein de l'OTAN** », le texte officiel du Rapport du Comité des Trois Ministres qui fut approuvé par le Conseil de l'Atlantique Nord en décembre 1956. Ce document de quinze pages est publié en anglais et en français.

« **Vigilance, gage de liberté** », une brochure illustrée en couleurs expliquant au grand public ce que c'est que l'OTAN et ce qu'elle a accompli. Il existe des éditions en anglais, français, danois, allemand, grec, italien, hollandais et turc.

« **L'OTAN, garantie de paix** », un dépliant qui donne une idée des buts et de l'action de l'OTAN. Il existe en anglais, français, grec, hollandais et portugais.

Carte murale de l'OTAN, une carte en couleurs de 43 cm x 30 cm montrant la Zone OTAN et la structure de l'Organisation. Elle est publiée en anglais, français et allemand.

VOUS POUVEZ VOIR

Films

« **Autour d'une table** ». Ce film est basé sur l'aspect civil du fonctionnement de l'Organisation, en prenant comme exemple-type le travail du Comité de l'Infrastructure et la construction d'aérodromes de l'OTAN. (Réalisé dans toutes les langues de l'OTAN. Blanc et noir, 17 minutes, 35 mm et 16 mm).

La série « **Communauté Atlantique** ». Quinze films, chacun comprenant deux bobines et présentant un des pays membres de l'Alliance. (Réalisé dans toutes les langues des pays OTAN. Blanc et noir. Moyenne 18 minutes. 35 mm et 16 mm).

« **L'OTAN a dix ans** ». Film réalisé pour le dixième anniversaire de l'OTAN. Passe en revue les pays de l'Alliance, l'histoire de l'Organisation, sa structure et ses accomplissements. (Réalisé dans toutes les langues de l'OTAN, sauf l'italien. Blanc et noir. 20 minutes. 35 mm et 16 mm).

« **Riverains du Monde Occidental** ». Un dessin animé comparant l'évolution de la Communauté Atlantique au cours d'un fleuve. (Réalisé en français, anglais et allemand. En couleurs. 11 minutes. 35 mm et 16 mm).

« **Les sentinelles de l'espace** ». Ce film détaille la structure de la défense aérienne de l'Atlantique Nord, y compris le Système de Détection lointaine, les avions de combat et les engins téléguidés Terre-Air. (Réalisé en anglais et français. Noir et blanc. 29 minutes. 35 mm et 16 mm).

La série « **Revue Atlantique** ». Cette série de films est principalement destinée aux forces armées et à la Télévision. Elle a trait aux activités de l'Alliance dans le domaine des forces armées. (Réalisé en français et anglais. 35 mm et 16 mm. Blanc et noir, de 14 à 20 minutes).

— N° 1. — Ce numéro comprend : La caméra aérienne, mise au point par les Pays-Bas ; l'avion transport de troupes, construit par la France ; le transport de troupes blindées, fait par l'Allemagne ; le « mulet de montagne », de l'Italie.

— N° 2. — Les méthodes employées par les chimistes et techniciens de l'OTAN pour l'établissement de nouveaux projets destinés à assurer l'équipement des forces armées des pays de l'OTAN ; L'Ecole d'aérodynamique de l'OTAN ; la navigation aérienne tactique (TACAN) ; le Radar Blimp ; le système de Détection lointaine.

— N° 3. — Le 10^e anniversaire de l'OTAN ; les « Alpini » italiens ; les hommes grenouilles norvégiens ; l'Ecole anti-sous-marine de l'OTAN.

— N° 4. — La force de frappe sud-européenne ; l'Ecole de troupes blindées de Caserte en Italie ; Incursori et Subacquei ; l'école d'enfants du SHAPE.

— N° 5. — « **Anti-Sub** », un exposé sur le travail accompli par le Commandement Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique (SACLANT) pour la protection de cette zone contre la menace sous-marine ennemie.

— N° 6. — « **L'Espace aérien** ». Le problème de la navigation aérienne et la tâche de coordonner les opérations aériennes civiles et militaires dans l'espace aérien de l'Europe. On insiste surtout sur le travail du Comité de l'OTAN pour la Coordination de l'Espace aérien européen.

— N° 7. — « **L'Avenir, c'est la Mobilité** ». Film destiné à souligner l'importance pour les Forces Armées d'un travail de recherche permanent en ce qui concerne les possibilités techniques d'améliorer la vitesse et l'efficacité des déplacements d'hommes et de matériel.

— N° 8. — « **Vigile au Grand Nord** ». Ce film raconte l'histoire de ce qui se passe dans l'une des régions les plus inhospitalières du globe, au nord du cercle polaire arctique, dont l'importance stratégique augmente au fur et à mesure que s'étend la portée et l'efficacité des bombardiers ou des fusées intercontinentales.

— N° 9. — « **La Méditerranée** ». Un film sur le bassin méditerranéen, ainsi que sur ceux qui vivent le long de sa côte nord. Ces peuples, quelque soit leur passé, sont maintenant unis puisqu'ils doivent demeurer vigilant.

Télévision (16 mm)

« **La défense d'un Océan** ». L'histoire du SACLANT racontée par un groupe de correspondants de télévision qui ont visité les Etats-Unis, le Canada, l'Islande, le Royaume-Uni et la France pendant l'été 1959.

(Disponible en anglais ou avec une bande sonore internationale. Blanc et noir. 18 minutes).

- « **La Grande-Bretagne - Alliée de l'OTAN** ». La contribution industrielle et militaire de la Grande-Bretagne à l'Alliance Atlantique. (Bande sonore, sans commentaire. Blanc et noir. 17 minutes).
- « **Le 15^e Alliée - L'Allemagne Occidentale** ». Le travail de reconstruction accompli en Allemagne de l'Ouest depuis la fin de la guerre. (Bande sonore en anglais ou internationale. Blanc et noir. 29 minutes).
- « **Carrefour méditerranéen** ». Une visite à Malte et aux installations de l'OTAN dans la Méditerranée. (Bande sonore en anglais ou internationale, 20 minutes).
- « **La France - Alliée de l'OTAN** ». Un documentaire en cours de production, qui sera disponible pour la télévision vers la fin de 1961.

Films fixes

- « **L'OTAN, c'est vous** ». Une brève revue de l'histoire, de la structure et des fonctions de l'OTAN. (Son enregistré sur bande magnétique standard. En anglais, français et allemand. 54 vues. En couleurs. 15 minutes).
- « **How I wonder what you are** ». L'histoire de l'OTAN. (Une fantaisie dans le style dessin animé avec commentaire sur disque 33-1/3 r.p.m. En anglais, portugais, turc et allemand. 53 vues en couleurs. 20 minutes).
- « **School for understanding** ». Le fantôme de Napoléon hante l'École Militaire de Paris, qui héberge maintenant le Collège de Défense de l'OTAN. (Une fantaisie dans le style dessin animé avec commentaire sur disque 33-1/3 r.p.m. En anglais seulement. 51 vues en couleurs. 20 minutes).

Photographies

Les archives photographiques de l'OTAN comprennent une grande sélection de photos originales et d'articles illustrés sans copyright sur l'histoire et les activités de l'OTAN. Ce matériel est à la disposition des éditeurs, des agences de photos et des rédacteurs désirant illustrer un article sur l'OTAN. Un certain nombre de photos peut être fourni gratuitement à condition que la mention obligatoire « Photo OTAN » soit respectée.

Expositions

- Panneaux**. — Une série de 10 panneaux en couleurs (95 cm × 65 cm) intitulée « La nécessité de l'OTAN ». Pour les écoles, universités, organisations de jeunesse, vitrines d'exposition, établissements militaires, etc.
- Centre d'information mobile de l'OTAN**. — Un nouveau véhicule, remarquable pour sa mobilité et sa facilité de manipulation. Peut servir à l'occasion de séances cinématographiques (intérieures ou extérieures), de conférences ou de distributions de brochures. Les demandes doivent être faites au moins trois mois à l'avance au Chef de la Section Exposition. Le Centre fait une tournée en Grèce jusqu'au 31 janvier 1962.

VOUS POUVEZ ECOUTER

Radio

- « **Musique atlantique** ». Une série de 15 programmes racontant l'histoire des Forces Armées de l'OTAN à travers la musique militaire des 15 alliés. (En anglais, en français ou avec un commentaire écrit pour traduction éventuelle).
- « **Folklore atlantique** ». Une série de 15 programmes sur les traditions communes des peuples de l'Alliance à travers leurs musiques folkloriques et leurs coutumes. (En anglais, en français, ou avec un commentaire écrit pour traduction éventuelle).
- « **L'OTAN — Les dix premières années** ». Un documentaire retraçant l'histoire de l'OTAN de 1949 à nos jours. Peut être obtenu sous forme écrite, ou sous forme d'extraits de discours enregistrés, prononcés par M. Ernest Bevin, le Général Eisenhower, Lord Ismay, M. Paul-Henri Spaak, le Général Gruenther, le Général Schuyler, etc. (En anglais et français).
- « **Actualités OTAN** ». Une nouvelle série de programmes d'actualités sur l'OTAN, maintenant diffusée par deux postes européens et utilisables par d'autres chaînes radiophoniques.
- Causeries écrites**. Le texte de plusieurs causeries d'une durée de 5 minutes est disponible en anglais et en français. Il existe cinq causeries sur « Les réalisations de l'OTAN » et d'autres sur des sujets militaires tels que : SACLANT, La Défense de la Norvège, CINCMED (Malte), SETAF, La Sixième Flotte U.S., etc.

Réunion inaugurale de l'Association des Anciens du SHAPE

L'idée de fonder une association composée d'officiers ayant appartenu au SHAPE et désirant continuer à être tenu au courant des problèmes militaires de l'OTAN a souvent été à l'ordre du jour. Le général Norstad vient de donner son accord à cette proposition et il est intéressant de noter que la réunion inaugurale de l'Association aura lieu en 1961, année qui marque le dixième anniversaire du commandement suprême des forces alliées en Europe.

La date choisie pour cet événement est le 7 octobre prochain et un nombre important d'anciens officiers supérieurs du SHAPE, y compris les généraux Gruenther et Schuyler, ont déjà accepté d'y participer. La réunion débutera à 18 h 30 dans les bâtiments du SHAPE et un dîner sera servi à 20 h, au prix de 30 NF. L'uniforme ou le smoking sera de rigueur. Le général Norstad a bien voulu accepter de prendre la parole au cours de la soirée.

Des facilités de transport seront assurées entre Paris et le SHAPE. Il faut s'inscrire avant le 1^{er} octobre en écrivant au colonel Edwinston L. Robbins, 37, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, Paris (8^e).

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANCAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhagen, Danemark.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni - distribution exclusive

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Versions en langue anglaise pour d'autres pays que le Royaume-Uni

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Deltion NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et DOUGLAS WYNDHAM-HARRIS

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux
personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A
moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent
être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction
des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

